

Tribune socialiste

# ts



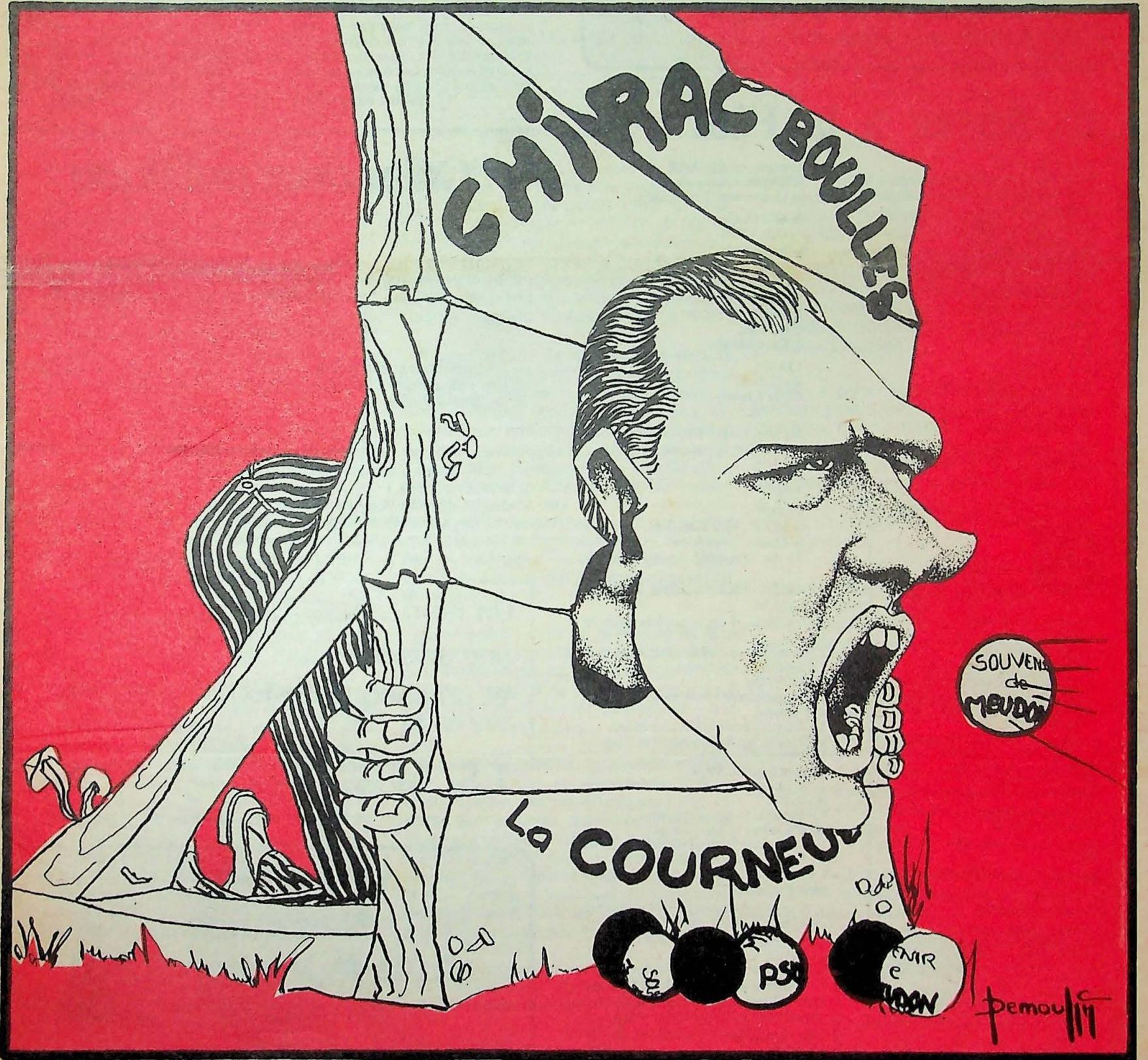
HEBDOMADAIRE DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIE 3 F 50  
n° 659 du 31 mai au 7 juin 1975

## meudon interdit

### tous à la

# COURNEUVE

## LES 7 ET 8 JUIN



# Sommaire

- GISCARDIENS : aujourd'hui et demain ... p. 4
- NUCLEAIRE : Braud et Fessenheim ..... p. 5
- LIBERTES : le « retour » de Cohn-Bendit p. 5
- SYNDICATS : un amalgame contestable ... p. 6
- TEPPAZ : une conférence nationale ? .... p. 6
- CHAUSSON : les couleurs de la grève .... p. 7
- CHÔMAGE : la fin des magiciens ..... p. 8-9
- ASSISES FEMMES : le droit au travail p. 10
- ARMEE : la « bavure » de Vauban ..... p. 11
- B. REMY : le procès du 6 juin ..... p. 11
- MEDECINS : à votre santé ! ..... p. 12
- CINEMA : le sionisme ordinaire ..... p. 13
- DJIBOUTI : la peur de Stirn ..... p. 14
- LIBAN : une victoire sur le fascisme .... p. 14
- PORTUGAL : un malentendu ? ..... p. 15

## Ils seront à la Fête :

le P.S. de Paris  
l'Union Démocratique Bretonne  
la fédération Anarchiste Occitane  
le Front Libertaire  
le S.F. Artistes-CGT  
Rénovation Syndicale  
l'Alliance Syndicaliste  
TRIOLO (Villeneuve d'Ascq)

les partis portugais  
les partis chiliens  
Frente Libertario  
le Comité Bolivien  
la F.A.S.T.I.  
le F.A.I.R.I.  
le Comité Espagne Libre  
le Comité Irlande  
le Comité du 5 janvier  
le MOSCAGAM

Témoignage Chrétien  
la J.E.C.  
les Chrétiens Marxistes

Communes ABCDER  
le Comité Larzac-Paris  
le Mouvement Ecologique

le M.L.A.C.  
le G.L.I.F.E.  
Choisir-Paris  
Sex-Pol

Libération  
Politique Hebdo  
le Peuple Français  
Strapontin  
le Curé Meslier

I.D.S.  
les C.D.A.  
César Chavez  
M.D.P.L.

les Imprimeurs Libres  
Expression Spontanée

D.C.L.  
Libair

l'APEP  
la M.J.C. Viry-Chatillon  
la M.J.C. Courbevoie  
Ty Ar Yaouankiz

### et les fédérations PSU

Pays d'Auge et ses tripes à la mode de Caen.  
150 travailleurs de Lip et du Doubs.  
La fédération catalane.  
Les Yvelines.  
La Haute-Marne (vannerie, coutellerie, meringues).  
La Haute-Vienne (cidre et crêpes).  
La Fédération Rhône-Alpes et Teppaz.  
La Bourgogne et Lysa.  
L'Alsace et KLAP 68.  
Les Charentes avec des huîtres et du muscadet.  
La Picardie et ses pâtisseries.  
La Provence et son journal.  
Les Alpes de Haute-Provence avec du fromage de chèvre et du rosé.  
Et l'accueil de la Fédération de la Région Parisienne.  
(Arts plastiques groupe des plasticiens anti-fasciste/jeune peinture  
FAP front des artistes plasticiens

Départ de Lyon — Samedi en car. Pour tout renseignement contacter la fédération PSU : 61, rue des Tables Claudiennes. Tél. 27.39.24.



HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMEN

Comité de rédaction :  
Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOZE, Maurice NAJMAN, Jean PATERMAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAUT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)  
Distribué par les N.M.P.P.  
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Rédaction en chef : Philippe MARIELIE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET  
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

CADET-PHOTOCOMPOSITION-75009 PARIS  
Imprimerie : ETC - 76190 Yvetot

Courrier



### libéré

J'ai souvent entendu dire : « les ouvriers sont tous des cons ». C'est un truc qui m'a toujours contrarié, et ça me fout des complexes. Aujourd'hui je suis libéré. Peut-être que vous ne connaissez pas la nouvelle... je vais vous dire : Michel Jobert, dans le cadre de sa préparation intensive des prochaines élections législatives, présente un candidat à la cantonale d'Amiens. Vous savez qui ? Un ouvrier fraiseur !!! Moi qui suis ouvrier tourneur je me dis : mais alors on est pas si cons que ça, nous, les ouvriers ! Vous vous rendez compte, Conseiller Général !!! ça me libère tellement que, comme un con, je me mets à gamberger.

Voyons, comment ça se fait que Jobert, qui a été un conseiller de De Gaulle et ministre de Pompidou, des gars qui nous envoyaient les CRS chaque fois que nous, les travailleurs, on leur demandait quelque chose, comment ça se fait que ce Jobert se met à aimer les ouvriers ? (...) Alors, ce fraiseur, c'est peut-être un con plus con que moi, qui croit au père Noël, ou alors !!! alors !!! peut-être que la paye qu'on lui propose est meilleure qu'une paye de fraiseur ?

Le con de service ■

### inséparable

Nous estimons nécessaire de faire quelques remarques au sujet de l'éditorial, de V. Leduc dans le n° 656 de « Tribune Socialiste ». Celui-ci semble privilégier l'unité d'action avec le CERES, et ce, sans porter aucune critique. Nous avons été surpris par cette appréciation, d'autant plus qu'elle vient après deux autres articles allant dans le même sens.

Toute politique d'unité se doit de faire une analyse claire des partenariats avec laquelle elle est engagée et est inséparable de l'affirmation de ses propres positions.

D'autre part, se pose le problème de : quelle politique d'unité le PSU doit-il mettre en avant, en direction de qui, en s'appuyant sur quelles couches de travailleurs ?

Section Santé - Sud du PSU ■

Que les camarades se rassurent : il n'est bien sûr pas question de renoncer à notre capacité de critique, ni à l'égard du CERES, ni à l'égard de qui que ce soit. Cela dit, les questions posées par la section Santé-Sud sont effectivement fondamentales ; le PSU a tout de même déjà commencé d'y répondre : qu'on se reporte aux textes adoptés au congrès d'Amiens. Mais il est vrai qu'il faut maintenant approfondir le débat. TS tentera d'y contribuer — TS ■

## Calendrier politique

### ● PORTUGAL

Un voyage est organisé par la fédération PSU Provence Côte d'Azur, du 10 au 28 août. Contacter DCL, 12 rue Paul Saïn — 84000, à Avignon, pour tout renseignement.

### ● CHRETIENS CRITIQUES

Première assemblée nationale les 7 et 8 juin 1975, à Versailles. S'adresser à Henri Bouyol, « Chrétiens Critiques », 86 bis rue du Château, 65014 PARIS.

### ● VIEILLESSE ET POLITIQUE

Un contre-congrès à Paris les 3, 4 et 5 juin 1975, de 17 à 24 h — 177, rue de Charonne, Paris 11° (organisé par le T., 127, rue St Maur, Paris 11° — tél : 805.89.02). Avec tous ceux qui travaillent auprès de vieux, à domicile, dans les hôpitaux, hospices, maisons de retraite, clubs, mouroirs... Films, groupes de travail, spectacle.

Un nom : .....

une adresse : .....

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

**T.S.** 9, rue Borromée - 75015  
CCP PARIS 5.826.65

Vient de paraître

**Naissance  
d'une fédération P.S.U.**

Nord - 1955 - 1963

Bernard Grelle

Prix - F. 27.00

En vente aux Editions Syros  
9, rue Borromée - 75015 PARIS



## Encore six ans ? C'est trop...

Ainsi donc, la haute bourgeoisie qui habite les villas de grand standing au bord de la terrasse de Meudon conserve tous ses privilèges. Celui de profiter sans partage d'un des plus beaux sites de la région parisienne. Celui de s'y empiffrer de petits fours avec Chirac sous la protection des barbouzes sans se donner la peine, paraît-il, de demander l'autorisation à qui que ce soit (pour quoi faire ? UDR, c'est le mot de passe). Celui d'interdire l'accès d'un domaine « public » aux travailleurs.

Du moins est-ce la raison officielle qui nous a été serinée pendant dix jours par un maire, un sous-préfet, un ministre, et finalement le Premier Ministre (par télévision interposée) : on n'y peut rien, c'est la faute aux riverains. Elle comporte une part de vérité. Il suffit de les voir, ces riverains, pour être convaincus qu'ils ne jouissent pas pleinement du voisinage avec une fête où l'on chante l'espoir révolutionnaire.

De là à traiter le peuple de vulgaire pollueur, il n'y a qu'un pas, et ils l'ont franchi, entraînant avec eux le cortège de leurs serviteurs municipaux et gouvernementaux. Giscard peut toujours bavarder sur le changement, la bourgeoisie, elle, ne change décidément pas, et cela, ça compte un peu plus que les discours.

Mais ce n'est là qu'un aspect de l'affaire. Après tout, ça se savait depuis longtemps que la haute société meudonnaise ne voyait pas la fête d'un bon œil.

Seulement on autorise, et puis on interdit au dernier moment. Peu importe qui exactement, de l'UDR, du maire, de Michel Guy, est exactement à l'origine de ce coup bas. On peut l'ignorer encore longtemps justement parce que c'est un coup bas : personne ne le revendique. Cependant, tout le monde appartient à la même classe où l'on distingue mal les fripouilles et les politiques.

D'un côté, cette décision nous crée un préjudice grave, et il faut toute cette semaine multiplier les efforts pour le répa-

rer, y compris en faisant appel à la solidarité des organisations ouvrières contre la répression, à l'exemple de la réaction du groupe communiste du conseil général de la Seine-St-Denis qui nous a ouvert les portes du parc paysager de la Courneuve.

D'un autre côté, elle nous honore. Sans parler des nombreux sujets de déplaisir que nous pouvons offrir au pouvoir, sur le seul terrain culturel, le travail du PSU vient de prendre au cours des dernières semaines une nouvelle dimension : Nancy, Cannes, la revue « **Combat Culturel** »... Et la fête s'inscrit dans notre volonté d'élargir ce front de lutte.

A ceux qui se demanderaient encore s'il y a vraiment un clivage politique dans les conceptions de la fête, nous conseillons la lecture du programme des réjouissances qui vont nous être servies pendant trois mois aux Tuileries : un défilé militaire permanent, la glorification de toutes les polices et gendarmeries, l'image donnée aux touristes étrangers de la France dansant au son des marches militaires et communiant dans les hymnes patriotiques — à l'exclusion sans doute de tout ce qui pourrait rappeler la Résistance.

A tel point qu'on se demande ce que peuvent bien faire là Françoise Xenakis, qui ne passait pas pour une spécialiste du comique troupier, et Béjart, à moins qu'il ne soit victime d'une fâcheuse paronymie avec un général connu.

Incontestablement, le pouvoir dévoile bien une certaine conception de la fête. Et de l'armée. Qu'importe la censure imposée aux appelés dans l'émission des Jeunesses Communistes : gageons que les p'tits gars munis de leurs clairons bien astiqués auront tout le loisir d'exprimer librement leur joie de vivre dans les casernes devant les foules invitées à voir et complimenter l'armée française.

Voilà où nous en sommes après un an de « libéralisme giscardien ». Patiemment, le décor se met en place et ce qui

vient de nous arriver n'en est qu'un élément parmi d'autres ; la personnalisation du pouvoir, l'Etat policier, la mystification par l'usage unilatéral de la radio et de la télévision, on connaissait déjà bien tout cela.

Mais cela va de pair avec la répression antisyndicale dans de nombreuses entreprises, la politique la plus antisociale qui ait jamais été pratiquée depuis la guerre, l'osmose croissante entre le pouvoir et l'oligarchie du capitalisme international. Comment ne pas percevoir le projet de société qui se dessine, et ne pas chercher à interrompre au plus vite le processus engagé ?

Petit à petit, les conditions d'une riposte populaire commencent à poindre à l'horizon, et nos propres propositions à être entendues. Nous n'aurons pas d'amour-propre d'auteur si d'autres se les attribuent en cours de route (comme le PS avec ses comités de chômeurs...) pourvu que cela serve à faire avancer leur application.

Nous ne nous appesantirons pas sur le comportement de ceux qui les accueilleraient avec une certaine condescendance, pensant qu'au sortir de l'automne 1974, le PSU était assez affaibli pour en être réduit à prêcher dans le désert et qui découvrent aujourd'hui qu'il n'y a guère de luttes où ses militants ne jouent un rôle essentiel. Nous souhaitons simplement qu'on arrête de perdre un temps précieux ; que, puisque la solidarité joue quand il faut se défendre, on pourrait peut-être songer à la prolonger vers des batailles offensives.

C'est aussi sous ce signe que nous placerons la fête, et il ne faut pas y voir un artifice : les conditions de sa réalisation ont été marquées par un affrontement de classe clair, net, sans bavures. C'est une excellente base de départ.

Michel MOUSEL



politique

# perspectives d'aujourd'hui

## et réalités de demain

Samedi dernier a eu lieu la 8ème convention des clubs « Perspectives et Réalités ». Présidés par Jean-Pierre Fourcade qui, en sus de sa charge de Grand Argentier, aspire à une haute destinée politique, les clubs sont nés avant la fédération des républicains indépendants et ont joué un rôle non négligeable dans le développement du giscardisme.

☒ Délaissant l'atmosphère cossue des grands hôtels parisiens, les organisateurs ont tenu leur cérémonie dans l'enceinte — un peu vaste pour des libéraux — du parc des expositions de la porte de Versailles.

La présence d'Anne-Aymone Giscard d'Estaing a autant rehaussé l'intérêt de cette journée que son silence. Thèmes de ce symposium, venant après le colloque des comités d'étude pour un nouveau contrat social (d'Edgar Faure) : « **changer les relations avec le Tiers-Monde** », « **réformer l'administration** » et « **changer la politique** ».

Si le « **changement** » constitue une véritable obsession pour Giscard, il ne semble guère susciter l'enthousiasme des cohortes électorales qui l'ont élu pour l'aider à le promouvoir. Le prince Poniatsowski est allé jusqu'à préciser que les Clubs « **constituent la famille intellectuelle de Giscard comme les républicains indépendants constituent sa famille politique** ».

Les deux faces de Janus en quelque sorte : d'un côté les bataillons les plus conservateurs de la bourgeoisie traditionnelle, de l'autre, une pépinière de technocrates invités à muscler l'analyse de la nouvelle société libérale avancée du président.

Pour être sûrs du résultat, les promoteurs de la Convention n'ont pas lésiné sur les moyens. Point de débats ni de discussions : le parterre des ministres de la famille indépendante et centriste était tellement impressionnant que les **clubmen** de base ont dû sublimer leur fringale de changement en faisant la claque pour mieux recevoir l'onction ministérielle.

La notion d'inégalité fut autant citée que celle de changement. C'est que le plus important dans la période actuelle est à la fois de prévenir tout bouleversement révolutionnaire et de créer les conditions les plus favorables pour une nouvelle ère de domination tranquille de la bourgeoisie.

En réalité, et par delà les fantasmes de la bourgeoisie, qui craint de plus en plus des retours de flamme révolutionnaires, il y a la nécessité de la restructuration industrielle.

### redéploiement

Le colloque « **Redéploiement industriel** », qui s'est tenu du 27 au 29 mai à la porte Maillot sous la houlette du Comte d'Ornano en témoigne. Il s'agit décidément de liquider les couches parasites qui freinent le développement d'un nouveau secteur d'accumulation basé sur l'armement, l'aéronautique et l'électronucléaire.

"perspectives":  
1.600.000  
"réalités":  
1.200.000  
chômeurs



BAROU

La publicité tapageuse qui a accompagné la première bougie du septennat giscardien, la multiplication d'initiatives gouvernementales pour secourir les franges les plus réactionnaires de l'électorat giscardien sont loin d'être contradictoires avec cette restructuration.

A cet égard, et depuis quinze années de promesses de réformes fiscales, l'idée d'une taxation des plus-values a toutes les chances d'entrer rapidement dans les faits. Le miracle giscardien est de produire avec un égal bonheur l'image du changement et le changement d'image de la réalité du pouvoir en se servant de tous les laquais du grand capital et des candides de la réforme en douceur.

Signe des temps, Lenoir et sa proposition d'ouvrir l'administration au public le samedi furent salués par un tonnerre d'applaudissement des congressistes !

### du concret

Les mesures concrètes intéressent davantage la piétaille giscardienne que les creuses litanies ministérielles. Les travailleurs s'intéressent, quant à eux, à leur emploi et à leur pouvoir d'achat. La réponse du pouvoir à cette at-

tente n'est pas moins concrète : la trique aujourd'hui, la défaite demain. Au cas où ils n'en seraient pas convaincus, le durcissement du pouvoir dans les conflits les plus récents en est la preuve.

Rénover l'administration, c'est alors sanctionner les postiers solidaires des ouvriers du Livre. Changer la politique, c'est créer des cadres nouveaux et acquis à la dialectique giscardienne.

Enfin, le récent coup de chapeau présidentiel au Sénat prépare lui aussi d'éventuels reclassements institutionnels pour le cas où la gauche s'emparerait d'une majorité de sièges à l'Assemblée Nationale.

Les perspectives d'aujourd'hui et les réalités de demain — la formule est de Lecanuet — c'est respectivement 1 500 000 chômeurs à la rentrée de l'automne et la croissance 0 pour la fin de l'année.

Les saucisses et la bière de Ringeldorf n'y changeront rien. Pourtant il faut croire au « chant je mens » car Giscard sait de quoi il parle...

Michel ETIENNE ■

## la lutte antifasciste : après Nice et Grenoble... Strasbourg

☒ Trente ans après la victoire sur le nazisme et le fascisme, après Nice et Grenoble, les groupuscules fascistes du « Comité de défense de l'armée française » entendaient tenir un meeting à Strasbourg le 23 mai.

A l'appel du PSU, de la GOP, de la LCR, d'IDS, du CDA, du MARC et de différents autres mouvements, plus d'un millier de personnes s'étaient rassemblées vendredi soir à Strasbourg. La mobilisation avait été d'autant plus forte qu'un jour plus tôt, un groupe de fascistes casqués et armés de barres de fer avait agressé certains militants.

Arrivé devant une salle quasiment vide, le cortège a été bloqué par des centaines de CRS — dont certains descendus spécialement de Paris — ce qui démontrait une fois de plus le soutien dont bénéficient ces bandes armées de la part du gouvernement.

Après être restés plus d'une heure devant le bâtiment, aux cris de : « **Fascistes, racistes, assassins** », les différentes organisations ont donné l'ordre de dispersion. C'est alors que des éléments provocateurs ont cru bon de brûler quelques drapeaux, ce qui a entraîné quelques incidents qui

n'ont servi qu'à discréditer cette manifestation unitaire, surtout vis à vis de la presse (des journaux régionaux, et même le **Monde** du 26 mai).

Des conclusions s'imposent après cette manifestation :

— ni le PC, ni le PS, ni les organisations syndicales ouvrières n'avaient cru bon d'appeler à cette manifestation alors que la décision de supprimer les cérémonies du 8 mai a soulevé de leur part les protestations que l'on connaît ;

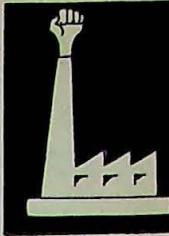
— la mobilisation, très importante pour Strasbourg, a montré que la lutte contre le fascisme est une préoccupation constante. Cette mobilisation est le résultat des efforts des mouvements organisateurs, de leur cohérence et de leur unité tant dans la préparation que durant la manifestation elle-même.

Face aux cinquante fascistes soutenant les structures sclérosées et répressives de l'armée, plus de mille personnes ont ainsi pu réaffirmer leur soutien aux luttes des travailleurs sous l'uniforme.

Corresp. ■

## Braud et Saint-Louis (Gironde)

la lutte contre  
les centrales :



# ... sur la voie du Larzac ?

10 000 à 15 000 personnes se sont réunies le dimanche 25 mai à Fessenheim, pour protester contre l'installation de la centrale nucléaire. De nombreux stands avaient été dressés : alsaciens, allemands, suisses et autrichiens. Malgré un temps exécrable, la combativité était grande. Une manifestation d'une ampleur analogue s'est déroulée le même jour à Braud-Saint-Louis.

4 000, ... 5 000 personnes ? Combien étions-nous l'autre dimanche à la fête anti-nucléaire de mai organisée au bord de la Gironde, sur le futur site nucléaire de Braud-St-Louis... En tout cas une réussite ! Plus d'une année s'est écoulée depuis que la lutte a commencé dès l'annonce de l'implantation. D'abord les démarches traditionnelles, nécessaires pour respecter le cheminement de la lutte (visites de députés, pétitions, signatures par milliers lors de l'enquête d'utilité publique). Mais bien sûr, rien n'y a fait. Restait alors l'action directe : ce fut une manifestation de 3 000 personnes avec la plantation d'un « arbre de vie », puis « l'enlèvement » par deux cents personnes d'une installation météo pour la future centrale et dernièrement un face à face avec les garde-mobiles qui se termina par un feu d'artifice de grenades lacrymogènes... et la réoccupation du terrain météo par cinq cents personnes.

Mais il fallait une manifestation à la hauteur de la popularisation de la lutte. C'est ainsi que plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées à l'appel des trente comités anti-nucléaires implantés dans les quatre départements de Gironde. La fête s'est

déroulée dans une ambiance qui rappelait par bien des côtés celle du Larzac : chants occitans, théâtres, groupes musicaux alternant avec de nombreuses interventions. L'un des agriculteurs menacés de Braud, un paysan du Larzac et le responsable de La Blaquièrre, un paysan-travailleur, un chercheur du Collège de France signataire de l'appel des « 400 » et des « 23 », des représentants de Malleville, Bugey, Fessenheim qui se battent eux-aussi contre des centrales, etc...

Plus de la moitié de la population (650 sur 1 100) s'est déclarée par signature contre la centrale. Cependant onze conseillers sur douze ainsi que le maire font campagne pour la centrale (la carotte financière). D'autre part, les flics veillent (le bâton). Les tracasseries de la police sont incessantes : contrôles permanents d'identité, procès-verbaux pour la moindre infraction, intoxication psychologique. Face à cela, les comités anti-nucléaires pratiquent le plus souvent possible une contre-information par tracts, brochures, contacts. Mais un certain malaise règne : c'est une préoccupation constante des comités.

En ce qui concerne l'expropriation des terres, le site de la cen-

trale exige 170 ha mais l'enquête d'utilité publique annonce une expropriation de 400 ha pour les besoins du chantier et aménagements annexes. Sur 30 propriétaires concernés, 22 se sont engagés à ne pas vendre leurs terres à E.D.F. Après des découragements, puis de nouveaux espoirs, il vient d'être annoncé à la fête de dimanche dernier la création imminente d'un Groupement Fon-

l'action se mène sans cesse en collaboration avec les paysans concernés (grâce notamment aux contacts fréquents établis par les paysans-travailleurs) et chaque fois que cela est possible avec la



Fessenheim : le stand qu'une certaine presse n'a pas vu. Nous étions aussi quelques centaines derrière la banderole PSU...

cier Agricole associant les terres apportées par les paysans et le capital apporté par des centaines de porteurs de petites parts. Plusieurs agriculteurs détenant ensemble 80 ha seraient prêts à participer à ce premier G.F.A. E.D.F. devrait alors s'adresser à des centaines de propriétaires, porteurs de parts pour exproprier. C'est donc une riposte collective.

Rien n'est encore gagné ici, car la propagande faite auprès de la population et les menaces continues de la police pèsent lourd. Mais la détermination des comités anti-nucléaires est solide et

population, ce qui paraît une condition indispensable pour poursuivre l'action.

On devrait maintenant se poser la question d'une réelle coordination nationale des comités anti-nucléaires des différents sites afin d'augmenter notre rapport de forces face au pouvoir. Le P.S.U. lançait, voici quelques semaines, ce slogan : « Sur chaque emplacement d'une centrale future doit naître un nouveau Larzac ». A Braud et St-Louis, nous en prenons le chemin.

Jean-Pierre CHARBONNIER ■

libertés :

## le « retour » de Cohn-Bendit

A l'occasion de la sortie du livre « Le grand Bazar » (en vente à Syros), une campagne est lancée pour le retour en France de Daniel Cohn-Bendit. La mesure prise à son encontre en 68 par le Ministre de l'Intérieur ressort du bannissement (Cohn-Bendit, sans être citoyen français a été élevé en France et son frère est citoyen français) et est en opposition flagrante avec le traité de Rome instituant le marché Commun, qui décrète la libre-circulation dans tous les pays de la C.E.E., des hommes et des biens.

A une période où l'on parle beaucoup de combat pour la démocratie et de charte des libertés, il y a là une occasion d'action unitaire à engager contre le maintien d'une décision autoritaire. Pour sa part, le PSU soutiendra la campagne qui se mène pour le retour en France de Dany Cohn-Bendit et TS informera ses lecteurs du déroulement de cette campagne.

### « Le grand bazar » de Daniel Cohn-Bendit

Dany nous revient (comme disait Evariste) sous la forme d'un deuxième livre, et il nous raconte pêle-mêle mai 68, le sport, l'avant-gardisme, Marx et Bakounine, l'éducation des enfants, le réformisme, le problème de la « baise » dans les communautés, la violence et son rôle, la société d'Helmut Schmidt... j'en passe et des meilleures.

Il y en a aussi de moins bonnes.

Le Grand Bazar, c'est un peu les confessions d'un enfant du siècle. Ce siècle a commencé dans les années soixante et il est dominé par la pulsion révolutionnaire qui secoue les sociétés de consommation. Tous les problèmes que nous nous posons (et d'autres encore) sont abordés dans un style irritant parfois, mais où percent souvent à la fois « spontanéité » (bien sûr), joie de vivre (et de militer) et espièglerie

d'un petit rouquin qui n'a pas fini de parler et de faire parler de lui.

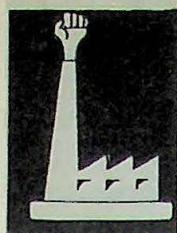
Comme Dany est intelligent, à l'esprit vif et est même très doué, ces « confessions » méritent d'être lues et tel ou tel chapitre peut être une base de discussion intéressante. Mais les problèmes ne sont jamais disséqués et on reste souvent sur sa faim. Pourtant la manière dont est raconté son vécu de mai 68 illustre avec évidence les erreurs commises par tous les groupes de l'extrême-gauche (y compris le PSU). Il est dommage cependant que Dany ne remette pas en question sa propre attitude en mai : quand on se trouve à la tête d'un mouvement (même si on ne l'a pas voulu), on assume ses responsabilités.

Le refus de les assumer au nom du « refus du vedettariat », c'est aussi du vedettariat. Du reste, dans tous les passages où il traite des rapports entre « spontanéité » et « organisation » (c'est-à-dire direction), Dany ne s'affirme pas comme un « anar ». Il utilise même la notion d'avant-garde « interne » pour séparer le bon grain de l'ivraie, c'est-à-dire la bonne « direction » (celle qui exprime le mouvement des masses) de la mauvaise (celle qui dévoie le mouvement des masses).

On aimerait un jour prochain (le plus tôt possible) qu'en France Dany puisse publiquement (avec nous et d'autres) débattre de ce problème.

Jean Verger ■

AROU.



A propos d'une  
déclaration du  
bureau national  
de la CFDT

## Un amalgame surprenant

Le bureau national de la CFDT a cru devoir mêler, dans une même résolution sur « la question de l'intervention des partis politiques à l'intérieur des syndicats », le texte adopté à la commission nationale Entreprise du PSU, une décision du CERES et certaines déclarations à la journée des enseignants du PS.

Cet amalgame est d'autant plus surprenant que, les positions du PSU n'étant pas citées, chacun peut croire — et ce fut l'interprétation du *Monde* — que le PSU aurait décidé de créer une tendance à l'intérieur de la CFDT.

Or le texte de la CNE du PSU se prononce avec clarté contre la formation de « tendances idéologiques préalablement constituées comme dans la FEN ». La CNE se prononce également pour la défense de l'autonomie syndicale.

C'est de ce point de vue que les militants du secteur Entreprise du PSU ont manifesté leur accord avec le développement d'un courant qui s'est formé sur des bases syndicales en réponse aux initiatives de ceux qui ont cherché à accrocher la CFDT au PS et à sa stratégie réformiste. Ces initiatives n'ont d'ailleurs pas manqué d'avoir des répercussions sur le débat interne du PSU. Notre parti a suffisamment surmonté les menaces de destruction qui pesaient sur lui au moment des Assises pour ne pas revenir éternellement sur les pressions qu'il a subies alors de la part de certains dirigeants syndicaux.

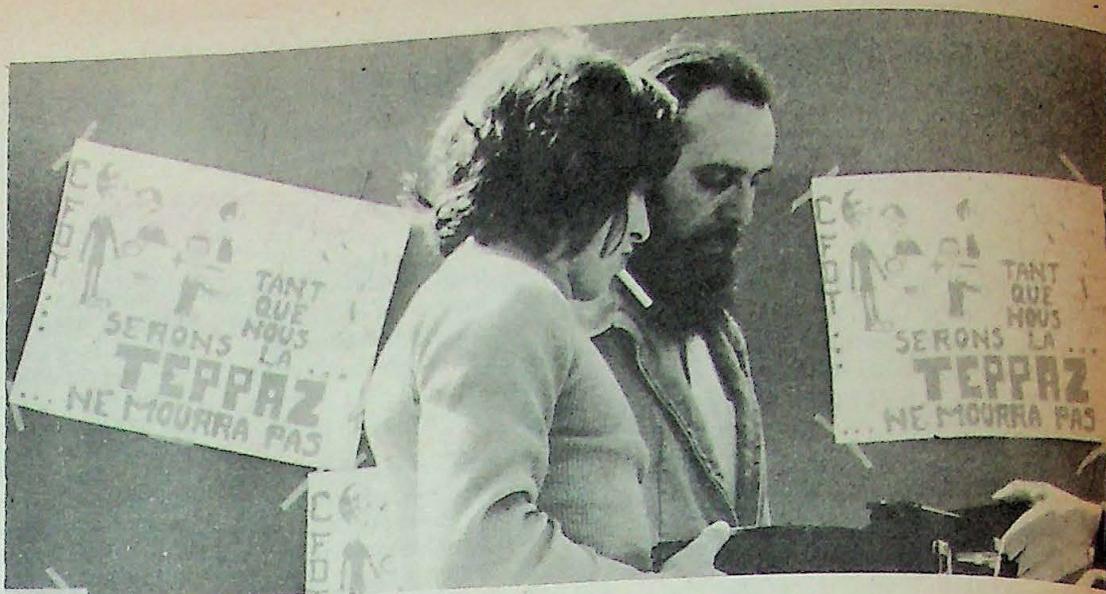
Mais de là à accepter que les rôles soient inversés, fût-ce dans le but de liquider le passé, il y a un pas difficile à franchir.

La résolution de la CNE le précise : « le PSU se refuse catégoriquement à prendre l'initiative de fractions ou de tendances organisées à partir de ses propres positions dans les organisations syndicales ouvrières. Cette pratique excluerait des débats les premiers concernés : les travailleurs syndiqués. C'est du sein de l'organisation de masse que doivent surgir les courants, à partir des débats internes au syndicat. »

Le PSU considère que partis et syndicats sont appelés à jouer un rôle complémentaire dans la lutte de classe et n'établit entre eux aucune hiérarchie de fonctions.

Nous repoussons donc toute interprétation qui, soit par désir de symétrie, soit pour toute autre raison, assimilerait les positions du PSU sur les rapports partis-syndicats à la politique de la « courroie de transmission ».

le bureau national du PSU ■



Teppaz

## pour une conférence nationale des usines occupées

L'occupation de l'usine et la fabrication d'électrophones se poursuivent à Craponne, dans la banlieue lyonnaise, tandis qu'un certain nombre d'éléments sont venus renforcer le moral des travailleurs de Teppaz.

Selon les études économiques des experts CFDT de Syndex, la production des appareils pourrait doubler et trouver des acquéreurs. D'autre part, une société anglaise, Guérard (radio-film-cinéma), serait intéressée à la reprise de Teppaz. L'affaire semble suffisamment sérieuse pour obliger les promoteurs de la « coopérative » à un léger recul. Cependant, il faut bien voir qu'à l'heure actuelle rien n'est encore joué. On ne connaît pas les conditions posées par la société Guérard pour la reprise de l'entreprise. Les 230 emplois seront-ils maintenus ? L'ensemble des revendications (salaires, congés payés, heure d'information syndicale payée sur le temps de travail, formation professionnelle...) seront-elles acceptées ? Elles constituent des garanties minima aux yeux des salariés. Ils ne tiennent pas à se retrouver devant une nouvelle faillite, et, seul, un véritable contrôle des travailleurs pourrait la prévenir.

Le soutien et la popularisation de la lutte de Teppaz sont un élément important du rapport des forces. Pour les permanents CFDT de l'union des Métaux, il s'agit surtout d'insister sur le renforcement de la lutte

à l'intérieur de l'entreprise, et de laisser au comité de soutien des tâches subalternes (diffusion des tracts, collage des affiches CFDT, quand il y en a...).

Pour le PSU, le renforcement des activités du comité de soutien n'est pas contradictoire avec le renforcement de la lutte à l'intérieur de l'entreprise, bien au contraire. Son existence est un fait politique significatif.

Une lutte d'ensemble pour populariser plus largement le conflit est nécessaire sur l'agglomération lyonnaise. Mais c'est aussi la chance de vaincre pour les 300 usines occupées, actuellement sans liens réels les unes avec les autres, qui est en jeu. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est une véritable conférence nationale des entreprises occupées. Les travailleurs pourraient y débattre des formes d'action et de la mise au point d'un véritable front contre le gouvernement et le patronat. Les comités de soutien pourraient aider efficacement à l'organisation et à la popularisation d'une telle conférence.

En attendant, le comité de soutien de Teppaz prépare activement un gala, prochaine étape dans le soutien aux travailleurs de Teppaz.

Gérard FELDMANN ■

## ● à la TTA aussi, ils sont hors-la-loi

Nous vous signalons, à la suite de l'article de TS n° 657 « selon Ponia, ils sont tous des hors-la-loi » que vous ne citez pas la TTA, une fabrique de gaines de ventilation située à Souprosse dans les Landes, qui est occupée depuis le 19 décembre.

Au début de la lutte, en janvier, la CGT — seul syndicat dans l'entreprise — a organisé un meeting qui a réuni 250 personnes, une « journée porte ouverte », et, en février, un barrage sur la route avec le Modéf ; mais la gendarmerie ayant soigneusement détourné la circulation, l'impact de la manifestation a été presque nul.

Depuis février, nous n'avons pas pris d'autres initiatives, à part quelques délégations à la préfecture. Les partis signataires du programme commun, exceptés quelques articles dans les journaux et l'envoi d'une lettre commune à la préfecture, ne font pas grand chose.

Les produits que nous fabriquons (gaine de ventilation) ne permettent pas de produire et de vendre nous-mêmes, d'autant que l'électricité et l'eau ont été coupées. Certains d'entre nous se sont découragés. 30 travailleurs sur 60 ont abandonné la lutte, cinq sont partis faire leur service militaire, un est en stage. Les autres ont cherché une solution individuelle.

Le pouvoir a adopté la tactique du pourrissement et les travailleurs en lutte sont isolés. S'ils se découragent, c'est à cause du manque de perspective, très bien entretenu chez nous par le syndicat qui fait tout pour décourager un industriel qui s'intéresse au rachat de l'usine.

Que devient l'initiative des Lips qui avaient l'intention de rassembler tous les autres petits Lips ?

# Chausson : les couleurs de la grève

◆ L'usine Chausson de Gennevilliers, c'est un immense bâtiment de 500 mètres de long, en pleine ville. Les murs de brique ou de moellons gris sont aux couleurs de la grève : postes de surveillance dressés sur les échafaudages au-dessus des dix portes d'entrée, slogans peints en jaune, bleu, affiches CGT, PSU, PC, LO, qui toutes appellent au soutien des ouvriers de Chausson.

Une majorité de travailleurs immigrés constituent les piquets de grève. Tout le quartier vit à l'heure du conflit. Les HLM du quartier en temps normal résonnent du bruit des presses à emboutir. Infernal ! 103 décibels dans l'usine, 90 aux pieds des murs d'enceinte alors qu'il y a une crèche juste devant.

Aujourd'hui, il y a un slogan peint sur un mur. « **On en a marre du laid !** » Les drapeaux rouges hérissent les portes de tôle, sauf à la porte de Chenard et Walker (filiale de Chausson) où un drapeau bleu, blanc, rouge a été planté par des militants du PCF.

Si vous y allez, vous verrez les entrailles de cet univers concentrationnaire, où 3 600 ouvriers fabriquent des estafettes, des carrosseries de 4L, des camionnettes J7, des ailes de R16, de l'outillage pour Daf, Volkswagen.

Chausson, c'est en effet, depuis l'arrêt de la construction des cars (repris par la Saviem), une gigantesque entreprise de sous-traitance pour toute l'industrie automobile française. La grève des usines Chausson, si elle dure, peut donc amener assez vite des ruptures de stocks chez Renault, Peugeot, Citroën (Chausson fabrique 80 % des radiateurs de l'industrie automobile française).

Et la grève risque de durer. Nous avons demandé à Alain Martinez, membre du PSU et président élu du comité de grève de Gennevilliers, pourquoi.

◆ **TS : Où en êtes-vous ?**

**A.M. :** C'est toujours la grève illimitée avec occupation, car la direction refuse de négocier réellement. A Reims, elle a fait citer des camarades en justice et occuper l'usine par des cadres au nom de la liberté du travail.

Le samedi 31 mai, l'usine sera accessible à tous : les travailleurs des usines Chausson organisent une journée « portes ouvertes ». Ils continuent en effet la lutte commencée voici 3 semaines. Dans les usines de la région parisienne (Asnières, Gennevilliers, Meudon) c'est la grève illimitée avec occupation. A Creil, l'usine ne fonctionne pas. A Reims, à la suite d'un arrêté déclarant la grève illégale, les ouvriers ont réenvahi l'usine. A Maubeuge, le travail a repris, mais l'action conti-



Ici, elle tente une autre méthode : elle consent à négocier si nous évacuons les bureaux. La manœuvre est un peu grosse ! Si nous le faisons, ce serait pour laisser entrer 400 cadres, employés et techniciens. Dès lors, l'unité des travailleurs qui occupent serait cassée.

Il y a 1 100 cartes de grévistes distribuées et beaucoup assistent aux AG et aux animations. Nous appliquons ainsi notre slogan : « **Chausson occupé, le patron doit céder !** »

**TS : Comment fonctionne le comité de grève ?**

**A.M. :** Chaque secteur de l'usine a nommé des délégués qui ont été élus en AG. Le comité de

grève réunit 50 travailleurs qui coordonnent les activités de plusieurs commissions : organisation (pour la bouffe, le balayage, la sécurité), animation culturelle qui est la plus active.

L'objectif du comité de grève, c'est en effet de permettre à tous les travailleurs de prendre la parole, d'exprimer ce qu'ils vivent. Nous organisons donc des débats autour de films. Lundi, il y a eu un film sur la lutte des travailleurs immigrés de « Margoline » (Nanterre).

Les Marocains sont très nombreux dans l'usine. Jusque-là influencés par l'Amicale des Marocains (une association réactionnaire), ils commencent à la critiquer. Dans la semaine nous organisons un **méchoui**.

La commission « Informations », elle, s'occupe de la popularisation : tracts, affiches, prises de parole sur le marché. Nous avons fait des collectes, aussi, dans d'autres usines de Gennevilliers (EDF, Carbone-Lorraine, Thomson-CSF).

**TS : Comment va se poursuivre la lutte ?**

**A.M. :** Aujourd'hui (mardi), nous avons manifesté à l'Élysée avec une délégation de 300 travailleurs. Trois d'entre nous ont remis nos revendications à un responsable du service de sécurité. On nous a dit qu'on nous répondrait...

Nous avons déjà manifesté à la mairie d'Asnières avec d'autres entreprises (Air-Equipement, Damifer, etc...); nous restons donc décidés à continuer. Notre lutte se renforce.

Mercredi, le tribunal prononcera son jugement sur la citation en référé de 8 militants CGT (qui est très largement majoritaire dans la boîte), d'un militant CFDT et des syndicats CGT-CFDT. Que notre occupation soit déclarée illégale ou non, nous poursuivrons jusqu'à l'objectif essentiel : **Chausson-Renault : même travail même salaire ! 250 F pour tous (tout de suite) ! (1)**

Nous voulons aussi organiser des délégations dans toutes les usines Chausson pour populariser le conflit. Si nous ne sommes pas expulsés, nous fabriquerons des cendriers de laiton pour les vendre et renforcer la caisse de grève.

◆ Au moment où nous avons quitté l'usine, dans un grand hangar, des travailleurs marocains dansaient. Le Théâtre du Soleil jouait avec les ouvriers des sketches longuement discutés sur l'attitude du patron, de l'Amicale des Marocains.

Dehors, plein d'affiches et un immense sigle CGT peint en orange. Une affiche invite à un match de foot entre l'équipe Chausson et le Red Star jeudi 22 mai. La grève c'est aussi la joie et la fête.

Reportage d'Yves Sparfel ■

(1) Le tribunal a repoussé son ordonnance à vendredi.

## ● vigne Marou :

### une solidarité concrète

Monique et Alain Mazery, les deux jeunes fermiers expulsés de la Vigne Marou à Plessé, en Loire-Atlantique, étaient réunis avec les membres de la commission nationale agricole du PSU à Nantes les 17 et 18 mai. Ensemble, nous avons tenté de tirer la leçon de cette action et de déceler les promesses qu'elle peut contenir pour les luttes en cours.

C'est la première fois en Loire-Atlantique que des ouvriers en grève pour défendre leur emploi se joignent aux paysans-travailleurs dans une action où ils remettent ensemble en cause le droit de propriété. C'est la

première fois qu'une large unité populaire se développe au cours d'une lutte au sein du comité de soutien qui regroupe les militants de l'extrême gauche et ceux des mouvements de masse, et grâce à la participation active des syndicats ouvriers et paysans.

C'est aujourd'hui à nous tous, paysans-travailleurs et ouvriers, de poser ce problème à travers toutes les luttes pour la défense commune de nos emplois. Il faut populariser à travers toute la France cette campagne ; partout où se créent des comités antinucléaires, des comités de soutien aux appelés, des comités Larzac, paysans-travailleurs et ouvriers expliqueront ensemble pourquoi ils disent non à Giscard et à ses Bigeard, Poniatowski et Bonnet ; ils dénonceront la politique de confiscation des terres par l'Etat capitaliste, la militarisation, le contrôle policier.

Le démantèlement des services publics qui va s'étendre bientôt aux organismes agricoles fait partie d'un plan d'ensemble du capitalisme pour résoudre la crise actuelle sur le dos des travailleurs. Ce n'est que

par une lutte globale et unitaire que nous arriverons à mettre le pouvoir en échec.

Afin que cette lutte exemplaire puisse être popularisée et les calomnies démenties, pour casser le silence de la presse officielle, nous invitons nos amis à se procurer le n° spécial de **Vent d'Ouest** (en vente, 2 F) — « La Vigne-Marou Plessé 44 ».

## ● EEUR : la CGE liquide

EEUR (ou Européenne d'équipement urbain et rural), une filiale de la CGE, a licencié 55 travailleurs avec... l'accord des pouvoirs publics (voir TS n° 656). La crise n'y est pour rien. La CGE profite seulement du prétexte pour liquider un secteur où les profits ne lui paraissent pas suffisants. A l'appel de la CGT, les salariés occupent le siège.

# chômage la fin des mag



## Les médecins imaginaires

Le gouvernement est resté sourd jusqu'à présent aux avertissements répétés des organisations syndicales qui, à partir des très officielles statistiques du BIT, trouvent au total 1 176 000 chômeurs recensés à la fin du mois d'avril 1975. Dans leur calcul, les technocrates avaient froidement tenu compte de ce que le million était déjà atteint et dépassé. Seulement voilà, les politiques, eux, sentent qu'à forcer la dose, on n'a peut-être pas jugé convenablement jusqu'où aller trop loin.

Les nouvelles pour l'avenir ne sont donc pas bonnes, et seulement pour les principaux intéressés, c'est-à-dire les travailleurs sans em-

ploi. On a dépassé le million de chômeurs, mais, surtout, un chômeur sur deux a moins de 25 ans, suite à l'arrivée massive sur le marché de 600 000 jeunes demandeurs d'emploi. Ce qui pend au bout du nez de Giscard, c'est une rupture de l'équilibre social français.

Dans ses velléités d'initiatives, il est un peu coincé aux alentours par le plan d'austérité. Et pourtant il faut quand même faire quelque chose. C'est pourquoi, ce mardi, il a proposé un train de mesures ; le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il manque de locomotive. Le rafistolage destiné surtout à des fins de propagande continue.

A ce sujet, on doit rappeler ce qu'il est advenu des mesures antérieures qui devaient remédier à une situation déjà préoccupante.

Les stages de formation alternée de 6 à 9 mois étaient censés donner la possibilité à des jeunes sans qualification d'apprendre un futur emploi. C'était surtout, pour le pouvoir, un moyen d'éviter l'embouteillage à l'entrée du marché du travail et d'orienter la trop grande masse des jeunes chômeurs vers des canaux de « dérivation ». Les initiateurs de « l'opération 50 000 » de MM. Chirac et Granet en ont été pour leurs frais : un dixième à peine des jeunes chômeurs ont accepté de devenir stagiaires pour 300 F par mois...

### Les faux-semblants

Les contrats emploi-formation devaient offrir également aux jeunes sans qualification un enseignement alterné avec promesse d'embauche pour deux ans de la part des entreprises qui devaient être grassement rémunérées en contre-partie. Avant qu'il ne sorte des cartons ministériels, ce projet s'est heurté à des réserves certaines.

A mettre au rang de ces faux remèdes, l'indemnité de chômage partiel. On sait que, parallèlement à l'augmentation du chômage total, le chômage partiel s'étend dans la plupart des secteurs d'activité. Vieil habitué des salons de Matignon, M. Bergeron, secrétaire de FO, n'a pas hésité à signer, le 7 avril dernier, un accord avec le CNPF qui augmente l'indemnité de chômage de... 40 centimes de l'heure.

Le succès n'a donc pas souri à notre président, pourtant épris de changement. Dans cette affaire, en fait, le gouvernement et le patronat misent, pour pallier au problème du chômage, sur la reprise de l'expansion et particulièrement sur la relance des secteurs de pointe. Le problème, c'est que le degré de gravité du chômage risque de réduire ces espérances en miettes.

« Le million, nous allons le dépasser. » Ainsi la crainte du gouvernement manie à volée la classe ouvrière quelque excellent volet de manœuvre main-d'œuvre. Point que soudaine à l'égard des travailleurs du pays. L'actuelle inquiétude serait, paraît-il, dépassée.

La gauche ne doit pas attendre sans réagir cet hypothétique et mystifiant espoir. Pour sa part le PSU, dans l'adresse aux organisations politiques et syndicales de la gauche qu'il avait faite en février, visait à se doter des moyens de cette riposte sur le terrain de l'emploi. Dans cette adresse, il disait notamment :

« Aujourd'hui, c'est une plateforme pour une action prolongée qui est nécessaire. Elle doit comprendre notamment :

1) la mise en œuvre d'une campagne d'information sur la crise économique, ses causes réelles, ses conséquences pour les travailleurs et les moyens d'y faire face ;

2) le soutien et le développement des actions visant la garantie de l'emploi pour tous les travailleurs ;

— refus des licenciements individuels ou collectifs,

— réduction des cadences et de la durée du travail sans réduction des rémunérations... »

Mais surtout l'adresse mettait l'accent sur la création de comités unitaires pour la garantie de l'emploi, autrement dits de comités de chômeurs (comme il en était apparu en 1930), constitués à partir de rencontres entre travailleurs dans les localités et les régions.

Ces comités devraient être ouverts à tous les travailleurs, syndiqués ou non. C'est ainsi que, dans le Tarn-et-Garonne et le Vaucluse, on a vu des union dé-

## ● un refus de négocier pour le principe

Les 200 salariés des Produits réfractaires de Valenciennes sont en grève totale depuis le 16 mai. La direction entend diminuer le montant de la prime annuelle, dite « d'assiduité ».

Cette entreprise de céramique est une filiale de la CEC, elle-même filiale du groupe Lafarge. Son Pdg n'est autre que M. Benoit Cattin, Pdg de la CEC comme de multiples autres sociétés, et président de la confédération des industries céramiques de France... autrement dit président de la chambre patronale.

Les salariés qui veulent conserver leurs avantages acquis depuis maintenant près de 30 ans, sont excédés de

voir que, pour 1 300 000 anciens francs, les champions de la participation et de la prétendue concertation, n'hésitent pas à arrêter des fours, à bloquer la production et la vente pendant plusieurs semaines.

La Cfdt, largement majoritaire dans l'entreprise, a décidé avec les travailleurs d'exiger du président de la fédération patronale qu'il tienne ses engagements d'abord dans sa propre entreprise.

## ● Dôle : de vélos en pieds de lampes

Le patron de l'entreprise Jeumet, à Dôle (quatrième producteur de cycles français) n'a plus de crédit auprès des banques à la suite de la rupture d'un contrat par son principal client (un américain). Les travailleurs occupent l'usine et la C.G.T., majoritaire dans un des deux ateliers, a négocié mardi une avance de 60 000 F pour

la sortie de 200 vélos neufs. Pendant ce temps la direction a fait envoyer un camion pour embarquer tous les autres vélos. Les ouvriers du deuxième atelier (à majorité CFDT) ont bloqué le camion.

Les grévistes sont soutenus par les paysans-travailleurs du Jura qui leur ont vendu à prix coûtant une tonne de pommes de terre et des porcs. Les travailleurs ne peuvent pas produire des vélos à leur propre compte (trop grande diversité des pièces). Ils fabriquent donc des pieds de lampes et de tables.

## ● Amaury dans l'illégalité

Depuis 1945, un statut de la presse quotidienne ayant valeur de loi, précise, entre autre chose, l'interdiction formelle d'imprimer un quotidien à l'étranger.

# ciens

atteindre le million de chômage ferait courir l'Elysée et que les princes qui nous ont habitués pour rendre plus docile une population remuante — constituait un moyen pour jouer sur le marché de la main-d'œuvre, aujourd'hui, de solliciter les meilleurs sans emploi de notre pays. C'est de ce qu'un seuil critique



## Un sur vingt six...

partementales de la CFDT accepter l'existence de telles structures non intégrées aux syndicats. De telle sorte qu'elles répondent parfaitement à la volonté des travailleurs de se défendre et d'imposer des revendications comme :

- le moratoire des loyers et des impôts,
- la gratuité de la scolarité et l'obtention de bourses pour les enfants de chômeurs,
- la gratuité des soins pour les chômeurs et leur famille,
- la garantie de ressources.

### Unitaire

L'initiative du PSU semble ne pas être restée sans écho, puisque le PS par l'intermédiaire de son secteur Entreprise s'est prononcé, semble-t-il, pour « l'organisation des chômeurs en comités de défense pour l'emploi ». Si le PS est d'accord pour la participation à de tels comités de tous les travailleurs sans emploi et pas seulement de représentants de partis ou de syndicats, et s'il ne considère pas de telles structures comme des appendices de sa propre organisation, il y a là un véritable moyen de rendre vivante et de mettre en pratique réelle l'unité populaire à propos de la lutte dans ce domaine crucial de l'emploi. De cette façon, le gouvernement serait forcé de prendre en compte les revendications des travailleurs pour la défense de leur travail parce qu'en fin de compte le chômage coûterait de plus en plus cher au pouvoir. Les liquidateurs d'emploi seront les payeurs.

Alain TLEMCEN ■

Giscard est en passe de gagner sa bataille : la récession de l'économie s'installe durablement. Le niveau du chômage officiel, celui que recense l'institut de statistique, atteint les 800 000 chômeurs à fin avril (797 000, chiffre tenant compte des variations saisonnières). Si l'on applique les calculs du Bureau international du travail (B.I.T.), on arrive à un chiffre pas très éloigné du million deux cent mille.

Or les mois d'avril, mai, juin sont normalement ceux qui connaissent la plus forte activité. A ces statistiques qui rappellent celles des années 1949 - 1952, il faut ajouter l'arrivée dans un mois de 600 000 à 700 000 jeunes délogés de l'enseignement secondaire. Avancer le chiffre de deux millions de chômeurs en septembre n'a donc jamais relevé de la fantaisie ou d'un alarmisme inconditionnel. C'est hélas une triste réalité.

Bien entendu Giscard, qui vient de découvrir l'ampleur du chômage, déclare vouloir cautériser la jambe de bois.

Sa première « pensée » en la matière va aux femmes : travail à mi-temps, à temps partiel, « salaire » social pour rester à la maison. La seconde est pour ces jeunes, déjà à la recherche du premier emploi et dont le nombre va se multiplier. On leur proposera le contrat-aumône, une prime d'assistance, avec la mystification de l'apprentissage. Tout cela ne vise qu'à tromper la compréhension des travailleurs.

On évoque allègrement le chiffre de 500 000 chômeurs permanents.

Pour rassurer, pour donner un contenu économique au renouveau de la théorie du « marché souple du travail », on évoque la mobilité, « la rotation » du stock de chômeurs, comme on parle de la rotation du stock de chômeurs, comme on parle de la rotation des stocks de produits ou d'un fond de roulement. Inutile d'insister : l'homme, le travailleur est toujours, derrière l'époussièrement giscardien, une marchandise comme une autre.

On se souvient encore des déclarations du gouvernement et du patronat selon lesquelles il valait mieux créer des emplois que payer des chômeurs. Or, aujourd'hui, les deux hypothèses sont écartées. Les chômeurs ne seront pas payés. L'indemnisation dite normale stagne. Celle de 90 %, créée par l'accord d'octobre 1974 sur les licenciements économiques n'est perçue que par un chômeur sur vingt six (sur la base de la définition du chômage par le BIT). Moins de 50 000 travailleurs en sont les bénéficiaires.

Pendant ce temps-là, le trio Giscard-Ceyrac-Bergeron poursuit son travail de sape pour accélérer la baisse du pouvoir d'achat. Les augmentations de salaires, vaillamment arrachées ici et là, ne compensent pas la dégradation générale. Tranquillement, le patronat reconstitue dans certains cas, élargit dans la plupart des autres, sa marge de profit mise en cause par la surproduction et la lutte des travailleurs.

Ainsi, les travailleurs paient bel et bien la crise un peu plus chaque

jour. Le relèvement des cotisations de chômage des Assedic payés par eux et qui ont triplé en moins de six mois en est la preuve la plus évidente. Le niveau de l'indemnisation du chômage partiel confirme cette constatation. Ce dernier porte désormais sur trois cent à trois cent cinquante mille travailleurs par mois et sur près d'un million et demi de journées indemnisées. Là encore, les statistiques officielles sont mensongères. Aucun effort n'est fait par le pouvoir pour recenser réellement le degré de chômage partiel. Trop d'entreprises, par des moyens déguisés allant de la prise de congés normaux à celle de congés supplémentaires, dissimulent leur situation.

On ne voit pas d'ailleurs pourquoi les entreprises — grandes et petites — se généraient. Chaque fois qu'une mesure est prise en faveur (?) des travailleurs, une autre, plus importante, permet au patronat de se faire rembourser par l'Etat. La formation continue, la préformation, la substitution du chômage partiel au chômage total, venant après de multiples incitations fiscales, permettent cette récupération. On en arrive au point, et les journalistes de la presse patronale l'écrivent sans détours, où chaque patron est à même de spéculer sur les décisions sociales du gouvernement, étant entendu que, malgré les contradictions qui les séparent momentanément les uns des autres, jamais les patrons ne sont intervenus avec autant de vigueur pour que le pouvoir fasse leur politique.

Michel CAMOUIS ■

Cela n'empêche nullement Amaury de confectionner son journal, le Parisien libéré, chez Périodica à Bruxelles.

Cela n'empêche pas non plus la police de protéger (contre qui, diable ?) les camions de livraison du journal pirate. Selon que vous serez puissant ou misérable...

### ● Chez Stub, les fenêtres sont coincées

A Stub, une usine de 180 salariés fabriquant des portes, des fenêtres et des chalets, située à Faverges, en Haute-Savoie, le directeur, M. Piquand, notable de l'endroit et patron de choc, a annoncé 15 licenciements.

L'usine a aussitôt été occupée par une centaine de travailleurs. Les négociations étant bloquées, une manifestation de solidarité a rassemblé un millier de personnes. A l'appel de la C.F.D.T. et malgré les menaces d'intervention de la police, l'occupation continue pour s'opposer aux licenciements envisagés et obtenir le paiement des jours de grève et les libertés syndicales.

### ● A la Roche sur Yon, on répare gratis

Les ouvriers des garages Citroën et Renault de la Roche-sur-Yon dépannent gratuitement tous leurs sympathisants. Ils sont en effet en grève depuis le 19 mai pour obtenir un treizième mois complet, 4 % d'augmentation au 1er juillet et une revalorisation des

bas salaires : ceux-ci sont inférieurs de 20 % par rapport à ceux des travailleurs qui ont la même qualification dans l'industrie.

### ● L'école polytechnique en lutte

Suite à l'emprisonnement de quatre élèves au sujet d'un tract d'information destiné aux candidats de la future promotion mettant en cause le durcissement de l'esprit militaire de l'école, les deux promotions actuelles de polytechnique réclament la levée des sanctions, et, de façon plus globale, la liberté d'expression et d'association. Sit-in et grèves de l'uniforme ont amené l'épreuve de force et des menaces collectives de fermeture de l'école avec envoi des élèves en corps de troupe.



assises nationales Femmes du PSU

# Pour le droit au travail des femmes

Les 24 et 25 mai se sont tenues les assises nationales Femmes du PSU.

Depuis plusieurs années déjà, le PSU a reconnu dans les luttes que mènent les femmes, tant sur le terrain des entreprises que du cadre de vie, de l'avortement et de la contraception, l'amorce d'une prise de conscience collective de leur oppression spécifique. Ainsi s'est constitué un secteur Femme animé par une commission nationale près la DPN.

Ces Assises, après d'autres, ont exprimé le renforcement de ce secteur par le nombre important de fédérations représentées ; elles avaient tenu des assises régionales de préparation. A partir des expériences diverses au sein du mouvement de masse (planning, MLAC, associations de quartier, commissions syndicales, groupes autonomes de femmes), ont été affirmés la continuité du travail femmes dans le parti et l'apport des camarades nouvelles venues. Le débat, resté

ouvert, sur le mouvement autonome des femmes a été un point important, confrontant les acquis divers.

L'importance de ces Assises réside aussi dans la volonté croissante de faire prendre en charge par l'ensemble du parti, à travers ses différents secteurs, une politique en direction des femmes.

Cette importance a été soulignée par la participation d'une série d'organisations françaises et étrangères, répondant à l'invitation de la commission nationale qui mettait ainsi en avant la nécessité d'une politique unitaire, chaque fois que cela s'avère possible, sur les problèmes des femmes.

Ainsi, à partir des luttes actuelles que mènent les femmes sur tous les fronts, et à partir des menaces de plus en plus précises qui pèsent sur elles, est sorti comme axe principal de ces Assises le lancement d'une campagne sur le droit au travail des femmes qui se concrétisera par l'élaboration, dans l'unité, d'une charte pour l'emploi des femmes.

Suzanne GOUÉFFIC ■

## un « anormal » qui pèse lourd

Les femmes forment la masse des OS. Elles font partie de la piétaille des auxiliaires en tout genre. Quel que soit leur emploi, elles sont maintenues au bas de l'échelle des salaires et des classifications.

Huit millions de femmes environ travaillent, mais leur travail est une « anormalité » car le seul investissement social qui leur soit reconnu, c'est la famille. Le prix de leur force de travail globale a donc une valeur inférieure à celle des hommes à qualification et responsabilité égales. Elle n'est rétribuée que par un salaire d'appoint, un appoint au revenu du chef de famille.

Aujourd'hui plus que jamais, l'emploi des femmes est menacé par la crise. Le salaire familial est présenté d'une manière alléchante pour convaincre les salariées dont l'emploi est menacé d'accepter docilement les licenciements et de ne pas se battre.

La dernière période a été illustrée par de nombreuses grèves de femmes. Ces luttes ont fait éclater le rôle traditionnel des femmes, leur séculaire division. Elles ont mis en avant, entre autre, des revendications considérées jusque-là du domaine du « personnel » : la prise en charge par les syndicats de la cam-

pagne sur l'avortement et la contraception dans les entreprises, la création de centres d'orthogénie. Enfin, elles ont amorcé, en posant le problème de la socialisation de l'économie domestique (crèches, garderies...) toute une réflexion nouvelle sur le développement du capitalisme en entraînant une redéfinition des conceptions sur le logement, la ville, la production, la finalité du travail, la consommation.

Constamment bafoué, remis en cause, le droit au travail pour les femmes n'est toujours pas une réalité. Pour les assises nationales Femmes du PSU, il est important de débattre d'un projet de campagne, à proposer à l'ensemble des organisations syndicales, politiques, féminines... qui pourrait se concrétiser par la rédaction collective d'une Charte pour l'emploi des femmes. Il ne s'agit pas de défendre le droit au travail tel quel, ainsi que le fait le mouvement réformiste qui considère le travail comme l'axe principal de la « libération » des femmes. Mais en dénonçant le rôle de la famille, le statut des femmes dans le travail en y intégrant l'apport spécifique des femmes.

D. RIVA ■



## les premières concernées...

C'est sur la base d'une remise en cause du rôle traditionnel des femmes qu'une situation explosive s'est créée dans les quartiers : les femmes, de par leur rôle social, sont les premières concernées par les problèmes de l'habitat, de la consommation, des équipements collectifs, etc.

Partout se développe une série de luttes sur ces terrains où les femmes ont joué un rôle prépondérant en exigeant le contrôle sur les conditions de logement, les loyers, la consommation...

Aujourd'hui, dans les quartiers, rompre l'isolement des

femmes dans leurs foyers ne peut être l'effet d'une seule propagande sur la destruction de la famille. Pour briser leur isolement dans la vie du quartier, nous devons favoriser tout regroupement dans des structures collectives, telles que les associations de locataires, de consommateurs, etc.

Dans ce sens, nous devons lutter pour la création d'équipements collectifs gratuits et contrôlés par les utilisateurs (crèches, cantines, laveries, etc...). Cette socialisation des travaux domestiques et la création de lieux de rencontre permettront aux femmes de se ressentir

comme une force collective et de s'imposer dans l'ensemble de la vie sociale.

La campagne pour l'avortement libre et gratuit reste mobilisatrice et nous l'impulserons partout où nous nous trouvons : le MLAC devrait, en s'appuyant sur l'application de la loi, en faire sauter les prescriptions.

Nous utiliserons toute l'infrastructure d'accueil (centres d'information sexuelle, familiale,...) mise sur pied en accord avec la loi pour organiser et mobiliser les femmes. Dans les services des

hôpitaux prévus pour l'avortement et la contraception, les femmes imposeront avec le personnel hospitalier le contrôle sur la pratique de l'avortement, le remboursement par la Sécurité Sociale.

A l'extérieur de l'hôpital, les centres d'orthogénie, dans la mesure où les femmes s'y regroupent pour dépasser leur statut d'usagères passives d'un service social, peuvent être une base d'appui à la mobilisation des femmes sur leurs problèmes spécifiques et un point de départ à toute une série de luttes sur le quartier.

un appelé battu par un lieutenant à Besançon :

# la « bavure » de la caserne Vauban

Un appelé du 19e R.G.-Besançon a été victime de brutalités intolérables de la part d'un officier. Mais dans cette petite histoire courante, il s'est produit une bavure : les coups de pieds du lieutenant Lassus ont fait éclater la rate de Marcel Haquin.

Pour l'état-major et le gouvernement, ça tombe plutôt mal. La pincée de mesures concédées aux soldats pour atténuer le mécontentement peut s'envoler au vent d'un instant à l'autre. Il s'agit d'aller vite : l'officier est destitué de son commandement et mis aux arrêts de rigueur en attendant l'enquête...

L'emploi de la brutalité n'est pas rare dans les unités. Elle n'est qu'un moyen parmi d'autres dans la répression « ordinaire », la tonte pour l'obsédé capillaire, le chantage à la « perm », la brimade violente. La discipline, « force principale des armées », doit être maintenue par la force elle-même. Sans qu'il soit question de mettre dans le même panier tout le personnel gradé de l'armée (officiers, sous-officiers) dont certains supportent de plus en plus mal le rôle de chiens de garde que le régime voudrait leur faire jouer à leur dépens, cet événement révèle que les officiers cogneurs et les juteux en mal de guerre coloniale se sont acquis un solide capital de haine dans les casernes.

Les soldats du 19e R.G. exigent notamment « une enquête publique de l'affaire » et ils ajoutent : « Nous continuerons à dénoncer toutes brutalités et à ne pas faire

confiance à la soi-disant enquête organisée par le colonel ». Ils ont raison.

Qui peut avoir confiance dans l'impartialité d'une enquête menée par des hommes dont les chefs sont des criminels de guerre notoires ? N'est-ce pas l'actuel secrétaire d'Etat Bigeard, alors colonel, qui déclarait le 29 octobre 1959 devant les officiers du secteur de Saïda, en Algérie : « Lorsque le général de Gaulle et M. Delouvrier sont venus à Saïda, ils m'ont dit : plus de tortures. Alors moi, messieurs, je vous dis : plus de tortures, mais torturez quand même » (1). Qui sait ce que sont devenus les tortionnaires d'Henri Alleg (alors membre du CC du Parti communiste algérien) ? On apprend en feuilletant l'Annuaire des officiers de Carrières, Armée de terre (1974) que l'ex-lieutenant Philippe Erulin est aujourd'hui lieutenant-colonel d'infanterie (depuis octobre 1971), que son comparse l'ex lieutenant André Charbonnier est devenu commandant d'escadron de l'arme blindée-cavalerie, officier de la Légion d'honneur depuis 1960, quatorzième de son arme par ordre d'ancienneté sur quatre cent trente neuf chefs d'escadron d'active (2).

Les besogneux de la torture sont montés en grade. Marcel Bigeard est le chef de l'armée. Il siège au gouvernement Giscard. Sous une démagogie bonasse, il laisse cyniquement percer ses idées politiques concernant les moyens de résoudre la crise : « Les conditions matérielles n'ont qu'une importance secondaire. Ce qu'il faut, c'est renverser le courant qui mène à la

décadence et mine les fondements de l'Occident » (déclaration à l'Assemblée nationale le 22.05.75).

Les soldats du 19e R.G. appellent « les organisations ouvrières et démocratiques à nous aider et à faire toute la lumière sur cette affaire et voir les possibilités de riposte contre les brimades et les conditions de vie infligées aux soldats ».

Georges VERNES ■

(1) « Les crimes de l'armée française ». Dossier réuni par P. Vidal-Naquet. Petite collection Maspero. Mars 1975.

(2) Id.



## une large mobilisation

L'autre dimanche, à Metz, le général Bigeard, tristement célèbre pour les méfaits accomplis en Algérie durant la guerre, déclarait : « L'armée, c'est ce qu'il y a de plus sain dans la nation... ». Nous venons d'en avoir une illustration par les faits qui se sont déroulés samedi 17 mai à la caserne Vauban du 19e régiment de Génie. Des appelés de ce régiment ont dénoncé par voie de tract diffusé dans les casernes les sévices exercés par le lieutenant Lassus (coups de rangers au ventre ayant entraîné l'éclatement de la rate) à l'encontre du soldat Marcel Haquin (l'Est Républicain s'en est fait l'écho). Ces appelés ont contacté les militants bisontins d'IDS (Information pour les Droits du Soldat : organisation qui milite pour l'instauration d'un syndicat des soldats lié aux organisations syndicales ouvrières). Sur la demande des appelés et à l'initiative d'IDS, une réunion a eu lieu mardi soir rassemblant les organisations soussignées. Celles-ci se déclarent solidaires des appelés et soutiennent sans réserve leurs revendications. Avec les appelés, nous exigeons :

- qu'une enquête publique soit ouverte (nous ne faisons pas confiance à la soi-disant enquête militaire)
- que ces brutalités ne restent pas impunies

Dans ce but, nous appelons toutes les organisations démocratiques et la population à signer les pétitions et à participer aux actions qui seront engagées.

CFDT, MRJC (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne), PSU, L.O., IDS, LCR, Révolution, CAM (Comité antimilitariste), CDA (Comité de défense des appelés) ■

## il est jugé le 6 juin à Bordeaux

# en lisant Bernard Rémy

Notre camarade Bernard Rémy passe en jugement le vendredi 6 juin, au tribunal permanent des Forces armées de Bordeaux. Une importante mobilisation est en cours à Bayonne (où il était emprisonné) et à Bordeaux où il sera jugé. Un meeting PSU-CFDT est annoncé pour le lendemain du procès. Claude Bourdet a lu la brochure écrite par Bernard Rémy, « L'Armée contre le mouvement populaire » (Editions Syros) et il dit ici ce qu'il en pense.

*Je crois que Bernard Rémy a bien défini l'objet de son étude sur « L'Armée contre le Mouvement Populaire », en soulignant qu'il ne s'agit pas pour lui de dénoncer les cas extrêmes de la répression... : « Lorsque la dénonciation reste proportionnée à l'exceptionnel, elle apparaît comme une outrance lorsque celui-ci a disparu... La répression commence alors que rien ne se passe ».*

*Il a bien vu que le mouvement qui est un peu partout à l'œuvre depuis 1968, c'est celui de « l'intrusion du quotidien au sein de l'opinion publique ». Dans le domaine militaire en particulier, ce mouvement est comme « une machine de guerre heureuse qui se nourrit d'abord des détails et se déplace au sein de l'insignifiance ». Quoi d'étonnant alors si les chefs, les géoliers et les juges n'y comprennent rien ? Pour eux, tout est calcul, incitation, « l'armée, c'est le lieu du secret et du calcul, c'est un lieu où le*

*secret ne se donne jamais, nos complots, nos secrets sont exempts de tout calcul. Ce que l'armée appelle intention, c'est la démocratie directe... Ou encore : « La surveillance est fondée sur la croyance qu'il n'y a rien de nouveau... le hasard est implacable et fait perdre la tête à ceux qui prétendent le déterminer ».*

*Je me suis demandé toute ma vie pourquoi l'armée, et en particulier l'armée française, était le lieu privilégié de la paresse, de l'ennui des bras ballants, à part les moments d'activité fébrile et désordonnée où il semblait que l'on veuille rattraper les journées ou les semaines de désespérant farniente.*

*En lisant Bernard Rémy, j'ai subitement eu le sentiment qu'il voyait juste là aussi, et que cette énorme perte de temps, cette technique des « bras ballants » n'étaient pas dues au hasard ou*

*à la mauvaise organisation, mais qu'il y avait là la méthode la plus subtile et la plus raffinée pour détruire les gestes civils, l'animation et les mouvements de la vie civile et « faire apparaître sur cette ruine la figure de la section, un nouveau découpage du corps, un autre espace, celui du territoire militaire, et à l'organisation de la mollesse succède un rythme de mobilisation... On retrouve du mouvement, qui soutire de la jouissance née de sa réapparition une force de soutien pour l'ensemble ». Il ne s'agit pas là seulement d'une technique de militarisation, mais d'un effort de transformation complète de l'individu, « on construit un objet de toutes pièces pour qu'il soit conforme aux conditions d'exercice de la surveillance ».*

*Et cette analyse va très loin dans la mesure où il ne s'agit pas, ou pas essentiellement, comme cela a été le cas dans le passé, d'une sorte d'entraînement sportif, de préparation à l'éventualité d'une guerre, mais de quelque chose de beaucoup plus fondamental. Rémy cite le général Maurin : « L'armée ne dépend pas d'un type de civilisation... elle est en réalité l'expression même de la continuité du pays... son rôle prend une dimension nouvelle et ne peut plus être lié à la seule existence d'une menace militaire ». Si on*

*lie au texte du général Maurin ceux du général Beauvallet sur la menace au sens global qui prolongent et explicitent l'état d'esprit qui a présidé à la rédaction de l'ordonnance de 1959 sur « l'état de défense » (ordonnance si peu liée à un danger extérieur et si imprécise et donc arbitraire quant à la nature de la menace que la Vème République a pu tenter de l'utiliser contre des mouvements de grève), on constate que Bernard Rémy a raison d'affirmer que « l'armée devient une force de transformation du paysage national ». La guerre sans doute est hypothétique, mais « elle est déjà maîtresse, elle pèse sur la paix... la dissuasion devient une société, la société nucléaire... la guerre détermine la forme de la paix ».*

*Par ailleurs, on n'a sans doute jamais mieux discerné le caractère particulier de la caserne dans la vie générale des citoyens, le fait qu'il s'agisse d'un monde « hors-la-loi », mais rendu obligatoire par la loi : « La loi fait obligation du service militaire, mais elle reste au seuil de la caserne, elle ouvre à un monde hors-la-loi qui n'applique pas les droits de la loi : or, si on refuse celui-ci, on tombe sous le coup de la loi. La loi protège, encercle ce monde hors-la-loi ».*

Claude BOURDET ■



## La création du syndicat de la médecine générale à votre santé !

*Le caractère pathogène des conditions de travail, de transport, d'urbanisme... a bousculé la traditionnelle neutralité d'une médecine qui s'est révélée incapable de répondre aux problèmes de la santé autrement qu'en surdéveloppant la consommation de produits pharmaceutiques.*

*Mai 68, la lutte pour l'avortement, l'affaire Carpentier... ont permis, sur la base de la critique pratique de la fonction de médecin, la création de diverses structures : les comités d'action, le GIS et l'appel contre l'Ordre. Dernier né en date, le syndicat de la médecine générale... Nous en avons interrogé le président, le docteur Granier.*

**TS :** Il y a quelques jours a été créé le syndicat de la médecine générale. Quelle différence existe-t-il entre ce syndicat et les syndicats de médecins déjà existants ?

**Dr G. :** Les syndicats de médecins ne s'occupent que des intérêts corporatistes des médecins, et, essentiellement, des problèmes d'honoraires. Ils s'en occupent de façon tellement catégorielle que cela ne débouche jamais sur aucune proposition sur le plan de la santé en général.

La problématique du syndicat de la médecine générale est toute autre. Nous sommes partis de la remise en cause de notre pratique quotidienne ce qui nous a conduit à remettre en cause l'ensemble de l'organisation de la santé. Cette démarche est, entre autre, l'un des éléments qui fait l'homogénéité des membres de notre syndicat.

**TS :** Pourquoi un syndicat de la médecine générale et non un syndicat de la médecine ?

**Dr G. :** Syndicat de la médecine et non de médecins car, en aucun cas, il ne s'agit de défendre leurs intérêts corporatistes. C'est à l'ensemble des problèmes posés par l'exercice de la médecine que nous voulons nous attaquer.

Quant au choix entre syndicat de la médecine générale et syndicat de la médecine, il a longuement été débattu. Nous pensons que, dans un premier temps, les médecins généralistes sont les plus aptes à se mobiliser. Les conditions dans lesquelles ils exercent la médecine (absence de formation en tant que généralistes au cours des études, contact permanent avec la population et donc avec les problèmes de la vie quotidienne) nous semblent désigner les généralistes comme ceux qui peuvent apporter la critique la plus radicale à l'ensemble du système de la santé.

Mais de toutes façons, ceci n'est qu'une étape transitoire. Nous envisageons par la suite un élargissement, peut-être sur le mode d'une confédération.

**TS :** Quels sont les éléments qui ont amené à la création de ce syndicat ?

**Dr G. :** Les médecins généralistes sont amenés à pratiquer un nombre croissant d'actes qui n'ont rien à voir avec la médecine mais plutôt avec le contrôle social. La formation qu'ils ont reçue pendant sept ans est tellement éloignée de la pratique qu'il faut tout réapprendre sur le tas. Au cours de la lutte pour l'avortement et la contraception, un certain nombre de médecins ont été amenés à avoir une pratique différente ou, du moins, à se poser un certain nombre de questions. Enfin, partout en France, on trouve des médecins qui, seuls ou en groupe, essaient d'avoir une pratique différente mais de façon isolée.

**TS :** De quelles structures le syndicat s'est-il doté ?

**Dr G. :** Le syndicat est ouvert à tous les médecins généralistes mais l'article 4 des statuts

étend cette notion à tous les « médecins de base », médecins de la protection maternelle et infantile, médecins du travail, médecins scolaires, etc., et aux étudiants en fin d'étude ayant un début de pratique.

Pour ce qui est des structures proprement dites, il n'en existe qu'une : la commission exécutive. Nous n'avons pas voulu imposer de structure de base, mais laisser le choix aux adhérents de s'organiser comme ils le veulent. Entre les deux, aucune structure intermédiaire, pour éviter la formation d'une nouvelle hiérarchie. Le syndicat, c'est le travail de tous. Bien sûr, il n'y a pas de permanent, et les membres de la commission exécutive ne sont rééligibles que deux fois ; ils ne peuvent donc siéger que trois ans au maximum. Enfin, un congrès se tiendra tous les ans avec tous les adhérents.

**TS :** Quelles relations comptez-vous établir avec les organisations syndicales ?

**Dr G. :** Les relations avec les organisations syndicales ouvrières sont pour nous essentielles. Celles que nous avons actuellement avec la CFDT sont excellentes. Nous espérons que celles avec la CGT seront aussi bonnes. Nous en avons aussi avec le syndicat de la Magistrature.

**TS :** Quelles actions allez-vous mener dans l'année à venir ?

**Dr G. :** Nous comptons lutter contre la publicité médicale des laboratoires pharmaceutiques, refuser la visite médicale sous sa forme actuelle, tous les cadeaux publicitaires, y compris les échantillons médicaux.

Mais, parallèlement, il nous semble indispensable de populariser l'idée d'une structure indépendante des trusts pharmaceutiques qui serait chargée d'examiner la valeur réelle de chaque médicament et pourrait s'occuper de l'information auprès des médecins.

Il faut également poursuivre la lutte sur l'application de la loi Veil concernant l'avortement. En particulier, nous préconisons le refus de tout engagement individuel en tant que vacataires dans une structure hospitalière ce qui conduit à pratiquer des avortements à la chaîne. Par contre, nous ferons tout pour que soient constituées des équipes capables d'aborder avec les femmes les problèmes de maternité, contraception, sexualité... et, en particulier, pour qu'il existe un contrôle par les femmes elles-mêmes de cette activité.

Nous comptons bien, enfin, poursuivre nos efforts au service de la santé des travailleurs : dans ce cadre, les activités sont multiples et vont de l'établissement systématique de dossiers en collaboration avec des médecins du travail pour faire passer dans la nomenclature officielle des maladies à caractère professionnel et qui ne sont pas encore reconnues, à des activités communes avec la CGT et la CFDT pour lutter contre l'instauration par le patronat d'un contrôle parallèle sur l'arrêt-maladie.

Adresse : BP n° 8 Bagneux

propos recueillis par Hubert ISNARD ■

## Extraits de la charte du SMG

La défense de la médecine traditionnelle, inexorablement dépassée, conduit les médecins à une impasse.

Une transformation globale est nécessaire ; et les médecins généralistes peuvent y contribuer par la remise en cause radicale d'un certain nombre de principes.

Responsable de ses actes devant les usagers, le médecin doit lutter contre le rôle idéologique et économique que le système social lui fait jouer. Il doit contribuer à l'élévation du niveau de santé de la population.

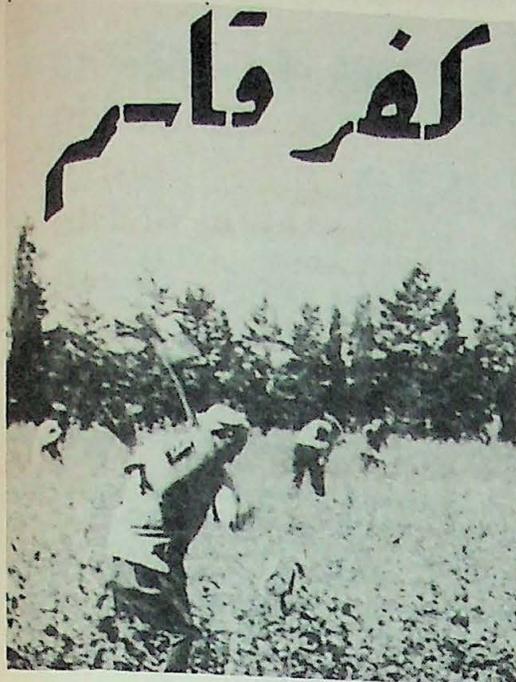
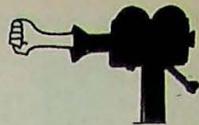
Il en résulte pour lui deux obligations morales :

- participer directement aux luttes sociales sur les questions de santé.
- apporter aux dossiers des luttes les éléments qu'il tire de sa formation et de sa pratique.

Une véritable prévention ne pourra être réalisée que par la prise en charge de cette lutte par l'ensemble de la population, et la participation active du médecin généraliste de base à la lutte contre les causes des maladies.

Le médecin ne doit être responsable de ses actes, comme tout autre individu, que devant les tribunaux. Tout autre juridiction, le Conseil de l'Ordre en l'occurrence, est donc inutile. Et puisque, par ailleurs, l'Ordre s'est toujours fait le garant de la morale la plus conservatrice, il doit être supprimé.

La santé étant étroitement liée à l'organisation de la société, la satisfaction de ce besoin fondamental ne pourra être obtenue que par un changement profond de la société toute entière.



**Premier film à montrer en France la question palestinienne du point de vue des opprimés, Kafr Kassem avait été sélectionné par le PSU pour sa semaine du film politique à Cannes où il a donné lieu à des débats fructueux. Il faut maintenant que tous les anti-impérialistes volent et fassent voir ce film...**

Le 26 octobre 1956, quarante-neuf ouvriers palestiniens revenant de travailler les terres de leur patron israélien sont, en arrivant aux portes de leur village, Kafr Kassem, abattus de sang-froid par une unité israélienne sur ordre du colonel commandant la région. Les militaires impliqués, qui auraient mal interprété les ordres reçus et se seraient rendus coupables « d'erreur technique », seront condamnés à des peines n'excédant pas trois mois de prison, et ultérieurement réintégrés dans leurs grades ou promus.

Le film de Borham Alaouie s'attache à montrer comment la nature de la colonisation sioniste rend quotidiennement possible de telles tueries planifiées et pourquoi celle-ci a précé-

« Kafr Kassem »,  
un film de Borham Alaouie

## le sionisme ordinaire

sément eu lieu ce 29 octobre 1956. La force de son film tient d'abord au caractère irréfutable des faits avancés, Alaouie et son équipe ont utilisé une documentation incontestée, notamment les minutes du procès intenté aux « responsables » et reproduites dans le livre de Sabri Geris et Elie Lobel, **Les Arabes en Israël** (Maspero), mais surtout à son écriture qui découle d'une suite de choix politiques et formels rigoureux.

### Un massacre préventif

En effet, si le massacre est bien situé dans le contexte colonial et impérialiste, il n'est pas posé au centre du film : pas de suspense spectaculaire (le film s'ouvre sur le procès, on en connaît donc l'issue sanglante), pas de western politique, pas de flots d'hémoglobine.

Le village, être collectif mais non homogène, nous est présenté rassemblé autour des récepteurs radio pour écouter et commenter les discours de Nasser annonçant la nationalisation de la Compagnie du Canal de Suez (26.7.56). Les réactions suscitées par ces discours sont l'occasion d'esquisser le tableau des contradictions de l'époque. La dimension mobilisatrice du nassérisme, sa valeur de rupture, apparaissent, mais dans le même temps son impact messianiste (« **Seul Nasser peut nous libérer** ») est critiqué. Enfin, la frange de la bourgeoisie arabe qui, faute d'autres perspectives, « choisissent » de se faire intermédiaires entre l'occupant sioniste et les villageois, est elle aussi montrée sans charge excessive.

L'essentiel est que, dès 1956, l'horizon du refus inorganisé des villageois soit déjà la lutte de libération nationale, avec sa dimension anti-impérialiste. C'est bien pourquoi, la

veille de leur attaque sur l'Egypte, de concert avec les franco-anglais, les autorités sionistes, soucieuses d'être libres de leurs mouvements sur la frontière jordanienne, décident d'instaurer le couvre-feu à partir de 17 heures. La population n'est prévenue qu'à 16 h 45. Or, tous les jours, plusieurs dizaines de travailleurs, hommes, femmes, jeunes, ne reviennent au village qu'à la nuit tombée. Les Israéliens le savent. Qu'importe ! Les ordres sont : « **Pas de prisonniers, pas de blessés, que Dieu les ait en garde** ». Et c'est bien une tuerie préventive, froide, mécanique, qui aura lieu.

### La terreur quotidienne

Tuer des Arabes, sans passion, n'est en effet que l'aboutissement sanglant d'un processus installé, dont le film démonte les mécanismes dans tous les moments et les actes de la vie des villageois. Car tel est finalement l'objet du film : montrer l'oppression sioniste dans sa banalité quotidienne. Les structures colonialistes d'Israël signifient : l'expropriation des terres, par une astuce juridique qui prive de leurs droits ceux qui laissent leurs terres en jachère... parce qu'il leur est militairement interdit d'y accéder ; l'exploitation de la force de travail arabe ; le déchirement des familles réduites à l'état de « réfugiés » ; l'impossibilité de parler sa langue ; la psychose d'être entendu (les murs ont des oreilles) ; les chantages divers sur les plus faibles, la corruption des notables. Ces situations sont visualisées et non « dites » dogmatiquement, Alaouie produisant une œuvre effectivement réaliste au sens d'Engels et Brecht.

J.-F. HEROUARD

● A Paris : cinémas 14 juillet, Saint-Séverin, l'Entrepôt.

## théâtre

### Immigrés : le premier festival de théâtre

Parmi les fronts de lutte contre l'exploitation capitaliste, et l'impérialisme dont sont victimes tous les travailleurs et plus particulièrement les travailleurs immigrés, le front culturel a pris au cours de ces dernières années une importance de plus en plus grande. Le théâtre est un des moyens d'expression les plus utilisés pour expliquer cette aliénation et la combattre.

Il s'agit pour eux de propager les objectifs de lutte du prolétariat immigré contre l'exploitation capitaliste ; de soutenir les luttes des travailleurs immigrés pour leurs revendications spécifiques (égalité des droits sociaux, politiques et syndicaux, lutte contre le racisme et les circulaires discriminatoires) ; dénoncer les mécanismes impérialistes qui sont à l'origine de l'immigration des pays pauvres vers les pays riches ; appuyer le combat national mené par les peuples opprimés d'où sont originaires les travailleurs immigrés, contre le fascisme, le colonialisme, l'impérialisme ; préserver l'identité culturelle et la langue nationale des travailleurs immigrés contre les tentatives d'intégration et d'assimilation développées par les pays d'accueil ; consolider les liens d'amitié et la solidarité entre les travailleurs immigrés et les travailleurs français dans le combat commun.

L'objectif central de ce premier festival de théâtre est de rassembler à Suresnes pendant le mois de juin 1975, les groupes de théâtre des travailleurs immigrés en France, représentant le plus grand nombre de nationalités. Citons : le théâtre Témoin (africain), le théâtre Semente (portugais), Yvon Labejof (antillais), le groupe tunisien du Théâtre arabe dans l'immigration, la troupe Garcia Lorca (espagnole), le groupe de théâtre et l'association Encontro Portugues, Metqal Quenaoui Metqal et son ensemble (égyptien), la troupe Tabano (Madrid), la compagnie théâtre Ventose (jeunes travailleurs français et immigrés), la troupe Al Jalya (travailleurs marocains), le théâtre ouvrier de Neufchâteau (portugais), le théâtre populaire maghrébin, le groupe artistique du comité FUNK en France, le collectif théâtral ouvrier de Zurich (travailleurs immigrés italiens en Suisse), le collectif d'agitation culturelle des travailleurs africains de Barbès, le Ballet-théâtre Lemba, la troupe Nidal (marocains), le groupe de théâtre 14 de Abril (espagnol).

Au mois de juin, dans les rues et les marchés de Suresnes, les interventions du Théâtre de la Liberté (Mehmet Ulusoy) et du théâtre du Levant. Et des débats, des films, des expositions, une journée nationale de l'alphabétisation, un service de restauration avec cuisine portugaise, maghrébine et africaine...

● Pour prendre contact avec la Maison des travailleurs immigrés :

20, rue du Centenaire,  
92800 PUTEAUX.  
Tél. : 504.08.94





Djibouti :

## STIRN A PEUR...

Quatre morts et cent cinquante blessés à Djibouti, colonie française, après les émeutes du dimanche 25 mai. Le ministère des TOM-DOM parle d'« affaire ethnique » : depuis Gallieni, on sait en France pratiquer la « politique des races ». Pour A. Dini, porte-parole de la Ligue Populaire pour l'Indépendance, c'est un conflit entre les « indépendantistes » et ceux qui défendent la présence coloniale française ...



Le référendum, en 1967, à Djibouti : bourrage d'urnes pour le « oui » et émeutes pour le « non »...

Le séjour à Paris de la délégation de la Ligue Populaire pour l'indépendance de Djibouti s'est terminé sur une réponse négative du gouvernement à Hassan Gouled, Ahmed Dini et à leurs camarades venus réclamer le droit à l'indépendance pour leur pays.

L'argument de Stirn est celui d'un pouvoir colonial qui ne veut rien lâcher. Tous les prétextes sont bons, alors, pour refuser : Paris prétend que l'opposition, qui n'a pas d'élus — et pour cause, dans ce pays des safaris es-fraude électorale ! — ne peut parler au nom de la population. Paris se retranche derrière la non-représentativité de la Ligue populaire.

Mais, en refusant le dialogue au plan du droit à l'indépendance, le pouvoir français fait une politique de l'autruche. En effet, les observateurs ont pu le constater, la jeunesse djiboutienne, extrêmement nombreuse, est acquise à la cause de l'indépendance : lycéens, jeunes chômeurs, écoliers, enfants même, multiplient grèves, manifestations ; ils attaquent le service d'ordre, ils blessent le farouche capitaine Sainte-Beuve jusqu'alors chef incontesté du cercle de Tadjourah... De plus en plus d'Européens résidents se rendent compte que l'époque coloniale est révolue. Certains prennent des virages... espérant ainsi se ménager l'avenir... Certains chefs de tribus de l'intérieur commencent même à donner des signes d'impatience à l'égard du jusqu'alors tout-puissant Ali Aref... La maison se lézarde sérieusement : c'est Saïgon en Afrique, avant l'écroulement des fan-toches...

Ahmed Dini, l'un des porte-parole de la délégation de la Ligue rappelle à qui veut l'entendre que Djibouti, c'est « une ville somali, un port éthiopien, un arrière pays afar, et un territoire occupé par l'armée française ». Il est certain que l'indépendance demandée, une fois obtenue, sera à construire comme un régime original, basé sur l'unité entre Afars et Somalis et sur des garanties sérieuses de l'ensemble économique et politique de la région... On n'en est pas encore là. Mais si Paris ne cède pas, la parole sera à la lutte armée. Et la présence de troupes, matériel, aviation, marine, missiles français ne fait que jeter de l'huile sur le feu. A quoi joue le gouvernement français ?

Jean CORDAT ■

### comme au bon vieux temps

Encore une fois, le gouvernement français semble n'avoir pas compris du caractère irréversible de la révolution coloniale.

A Djibouti — où la population vient encore de prouver, à l'occasion du passage d'Olivier Stirn, Secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, son aspiration à l'indépendance immédiate — le gouvernement se refuse à envisager la remise en cause de sa domination directe.

Réprimant toute expression populaire, truquant, comme au bon vieux temps de l'Algérie française, les consultations électorales, le gouvernement français, par l'intermédiaire du fantoche Ali Aref, crée toutes les conditions d'une explosion violente dont il aura à assumer toutes les conséquences.

Le PSU soutient la lutte des peuples djiboutien pour son indépendance immédiate et sans conditions ; il dénonce la répression qui s'exerce contre ceux qui se battent à tous les niveaux contre la néo-colonialisme français et toutes ses manœuvres.

Communiqué du Bureau national du PSU (27.5.75) ■

## Liban

# une victoire anti-fasciste

un entretien avec Ibrahim Souss, représentant permanent de l'OLP à l'UNESCO

Le Liban justifierait-il une fois de plus le qualificatif de « miracle permanent » que se plaît à accoler à son nom la bourgeoisie locale ? Beyrouth a connu des heures chaudes. Un gouvernement militaire a été constitué et a été dissous à la suite du tollé général que son installation précipitée a soulevée. Un gouvernement prend la suite et on serait tenté de conclure que tout est rentré dans l'ordre.

Mais la réalité est quelque peu différente. Le Liban c'est un Etat théocratique fondé sur un partage en communautés religieuses effectué il y a quarante ans. Aujourd'hui, cela revient à donner la majorité légale aux Maronites, les Chrétiens du Liban, alors que la communauté musulmane constitue la majorité réelle et démographique du pays. La provocation organisée par le Parti fasciste des Kataëb de Pierre Gemayel, leader des Maronites d'extrême-droite, a échoué. Pour la première fois au Liban, l'unité était faite dans les rangs musulmans pour la défense de la résistance palestinienne. Dans ce pays où les clivages des classes, sans coïncider avec les divisions communautaires, se rejoignent d'une façon, la riposte de la gauche a été efficace. A la suite de la chute de l'éphémère gouvernement militaire, TS a interrogé Ibrahim Souss, représentant de l'OLP, OLP qui était au centre des événements.

A.T. ■

TS : Y a-t-il eu, à votre avis, un risque que les affrontements débouchent sur un massacre semblable à celui de septembre 1970 en Jordanie ?

I.S. : Effectivement le danger existait. Nous avons la certitude que les forces isolationnistes et fascistes libanaises représentées par les Kataëb (Phalanges) travaillent en étroite collaboration avec trois parties : les Etats-Unis qui les approvisionnent en armes et en munitions, Israël, ainsi que la Jordanie.

De nombreux miliciens des Kataëb ont reçu leur entraînement en Jordanie, et ceci va de même pour les « commandos » de Camille Chamou'n. Le but de toutes ces parties est de liquider, ou au moins d'affaiblir, la Résistance en vue d'avancer le processus d'un règlement qui ne tiendra pas compte des droits nationaux du peuple palesti-

nien, et qui satisfera l'expansionnisme israélien.

Cependant il n'est pas du tout sûr que ce complot puisse aboutir, car un front solide entre toutes les forces démocratiques et nationales libanaises et la Résistance s'est établi, rendant toute tentative de force hasardeuse à exécuter pour l'armée, à supposer qu'elle puisse suivre sans se désintégrer dans une telle machination. Dans ce cas nous pensons que le gouvernement en démissionnant s'est rendu compte de l'impossibilité de mener à bien une telle entreprise.

D'ailleurs en mai 1973 l'armée libanaise avait échoué dans sa tentative de frapper la Résistance, il faut rappeler.

TS : Pensez-vous que la démission du gouvernement militaire va mettre fin à la crise ?

I.S. : Les forces réactionnaires libanaises, devant la détermination des forces démocratiques et nationales et de la Résistance, ont subi un échec. Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'elles aient été battues.

réactionnaires attendraient un moment plus propice pour tenter de nouveau d'exécuter leur coup de force. Mais dans les conditions actuelles, il est plus que probable qu'elles se soient rendu compte de l'impossibilité de faire face au front libano-palestinien qui s'est dressé devant elles.

Nous estimons que les forces

TS : La Syrie a-t-elle joué un rôle dans le dénouement ?

I.S. : La Syrie, toujours fidèle à son soutien à la Résistance, n'est pas restée les bras croisés. Tout en respectant les affaires intérieures libanaises, les autorités syriennes ont

fait comprendre qu'elles viendraient au secours de la Résistance si celle-ci était menacée militairement.

TS : Peut-on donc parler aujourd'hui de « victoire » ?

I.S. : Permettez-moi de redresser un peu cette terminologie. Nous ne sommes pas au Liban pour nous battre contre le peuple libanais frère. Notre ennemi à tous est commun. Toutefois si nous sommes menacés, si nos camps, qui abritent des centaines de milliers de réfugiés sont attaqués, nous n'avons d'autre choix que de riposter pour nous défendre et défendre notre peuple.

contre des Palestiniens. Et si aujourd'hui les forces réactionnaires ont été battues en brèche, c'est grâce à la solide solidarité et au dynamisme de toutes les forces démocratiques et nationales libanaises avec la Résistance.

Quand les Kataëb avaient, le 13 avril dernier, massacré froidement trente jeunes Palestiniens sans armes à Ain-Roummaneh, il fallait que la Résistance ripostât, afin de barrer la route à d'autres massacres

C'est donc la victoire de tout ce front contre les forces réactionnaires et obscurantistes. Il faut qu'il soit clair que les trois jours qui se sont passés depuis la formation du gouvernement militaire, ont vu le renforcement des liens libano-palestiniens et la constitution de ce front anti-fasciste : c'est là où se situe la véritable victoire. ■



## Le MFA et les partis :

# Les risques d'un malentendu

Le Portugal connaît de nouveau une crise grave. Un conflit entre la direction du journal « República », dernier quotidien d'information contrôlé par le PS, et les travailleurs de l'entreprise a abouti à la mise sous séquestre du journal sur l'ordre du ministre de l'Information.

Le parti socialiste, répondant immédiatement à l'appel de Mario Soares, est descendu dans les rues de Lisbonne aux cris de « **Socialisme sim, Dictadura não!** ». Mais ce n'est plus seulement le PCP qui est visé, c'est le Conseil supérieur de la Révolution et le MFA qui sont accusés d'installer au Portugal une dictature militaire. On peut s'en étonner : n'est-ce pas le MFA lui-même qui a autorisé la formation des partis politiques le 25 avril 1974, et qui leur a permis depuis d'agir et de s'exprimer avec une liberté apparemment sans rivale dans le reste du monde ?

### Les deux résistances

Pour essayer de comprendre comment le fossé a pu se creuser aussi rapidement, il faut se souvenir d'abord de la place très particulière qu'occupait le MFA dans la résistance antifasciste, aux derniers temps de la dictature caetaniste. Il y avait en fait, à cette époque, deux résistances bien distinctes. Celle du Portugal d'abord, dominée par les partis politiques implantés depuis longtemps dans le pays comme le PCP, ou des personnalités politiques héritant d'une longue tradition, dont le prototype est Mario Soares, fils d'un ancien ministre de la République, et avocat connu, lié à toutes les tentatives de renversement du régime, depuis le MUD de 1945 aux commissions électorales de 1971, en passant par la campagne du général Delgado en 1958.

Il y avait, d'autre part, une autre résistance, celle des capitaines du MFA, essentiellement développée dans les colonies, puisant son idéologie, pour ses éléments les plus radicaux, non dans les traditions ouvrière ou libérale de l'Europe, mais dans les thèmes développés par les mouvements de libération de ces pays.

Non seulement les capitaines étaient coupés de la vie politique portugaise (un d'entre-eux nous a même avoué à Lisbonne que 80% au moins des officiers de

l'armée ignoraient le nom d'Alvaro Cunhal le 25 avril), mais en plus, ils ne se reconnaissent liés par aucune tradition antifasciste de la métropole, civile ou même militaire

Quand le coup d'Etat est survenu le 25 avril, les principaux chefs de file de la résistance métropolitaine étaient en exil, et à leur retour, c'était deux mondes étrangers qui se découvraient au Portugal.

On a assisté depuis lors à une dégradation progressive des rapports entre ces deux entités politiques, qui s'est précipitée cette dernière semaine. On peut certes souligner les aspects positifs de cette situation : dans de nombreux pays, le poids des appareils politiques traditionnels s'oppose souvent à la radicalisation des masses, et peut aboutir parfois à des désastres, comme au Chili, alors que le Portugal a pu connaître une accélération extraordinaire de la mobilisation populaire et un développement unique d'organes de « contrôle ouvrier », voire même, dans certaines parties du pays, un début de riposte armée de la population à une aventure réactionnaire, comme ce fut le cas à Beja, le 11 mars dernier.

Mais le Portugal n'est pas le Mozambique. Les partis politiques traditionnels, même de formation récente comme le PS, rencontrent un écho profond dans les masses populaires. Les critiques justes de certains éléments du MFA à l'égard du PCP, considérant ce parti comme bureaucratique, dirigé par une « **nouvelle bourgeoisie** » et à la limite « **réactionnaire** » par rapport à certaines formes de mobilisation s'accompagnent parfois d'une étonnante naïveté qui a pu permettre la prise en main par les communistes de nombreux syndicats, organes d'information et même institutions étatiques.

En retour, la droite du PS a pu mobiliser son parti et une large part des couches populaires se réclamant de lui dans un réflexe naturel de crainte pour le sort des libertés, formellement intactes, mais menacées.

Ce risque est ressenti en raison de l'attitude trop confiante du MFA à l'égard de la capacité de mobilisation autonome des masses populaires dans la période actuelle. Ce sentiment est accentué par l'offensive communiste, cher-

chant à gagner de vitesse d'une part la réaction, en appuyant la volonté des militaires de détruire le plus rapidement possible le capitalisme, et d'autre part les organes populaires décentralisés, en cherchant à étendre son contrôle dans la plupart des rouages de la vie politique.

Dans ce contexte, ce n'est pas la rupture du PS ou une modification du rapport des forces en son sein en faveur de la gauche qui risque de se produire. C'est un regroupement autour de lui de toutes les forces qui redoutent un approfondissement du processus révolutionnaire au Portugal.

### Le socialisme avec qui ?

On ne construit pas le socialisme contre la volonté d'un peuple. Le MFA reconnaît l'importance de la bataille idéologique à mener pour désaliéner les masses populaires, marquées par 48 ans de dictature fasciste.

Le capitaine Vasco Lourenço, un des principaux leaders de la tendance révolutionnaire du Mouvement, a expliqué dans le « **Seculo Ilustrado** » du 10 mai, que le MFA avait décidé de « **dynamiser le processus révolutionnaire de façon à ce que les populations en viennent pas à pas à prendre conscience de la nouvelle situation et aident le Mouvement en conséquence à découvrir les moyens pour faire avancer le processus, en concrétisant l'option socialiste déjà décidée** ».

Mais précisément, dans cette voie nécessairement lente de maturation idéologique, comment

ne pas voir que l'existence de partis politiques constitue une étape nécessaire dont on ne peut faire l'économie sans prendre de nombreux risques ? Celui, par exemple, de permettre toutes les manipulations, ou au moins de multiplier les déséquilibres entre les secteurs de la population plus ou moins conscients ! On risquerait alors, dans la pire des hypothèses, de créer les conditions politiques d'une aventure réactionnaire, et dans la moins mauvaise, de créer de nouvelles formes d'aliénation.

Pour éviter de tels risques, ne serait-il pas préférable de recréer un champ d'intervention aux organisations politiques, en supprimant les possibilités de manœuvres bureaucratiques, et d'appuyer la formation et le développement de forces organisées, comme un nouveau parti ou des tendances agissant dans certains partis, pour mener la bataille au sein des masses dans la perspective stratégique du pouvoir autonome des travailleurs ?

Sans doute la conscience qu'auront les masses de travailleurs d'agir dans leur propre intérêt, sauvera-t-elle à la fois l'économie portugaise et le processus révolutionnaire qui est engagé.

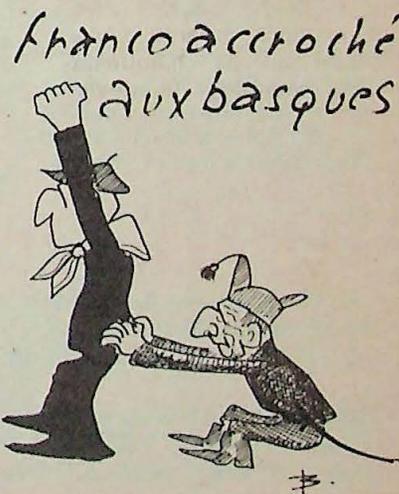
Mais la conscience des masses est médiatisée à l'heure actuelle par des partis politiques, et seule une bataille menée dans le cadre de cette étape inévitable, assurera la progression du processus, et permettra que les fleurs dispersées du 25 avril s'épanouissent de plus en plus nombreuses sur l'ensemble du Portugal.

Jean PATERNAT ■

Meeting contre la répression en Espagne et contre la peine de mort pour les militants basques GARMENDIA et OTAEGUI.

LUNDI 2 JUIN  
à la Mutualité, à Paris

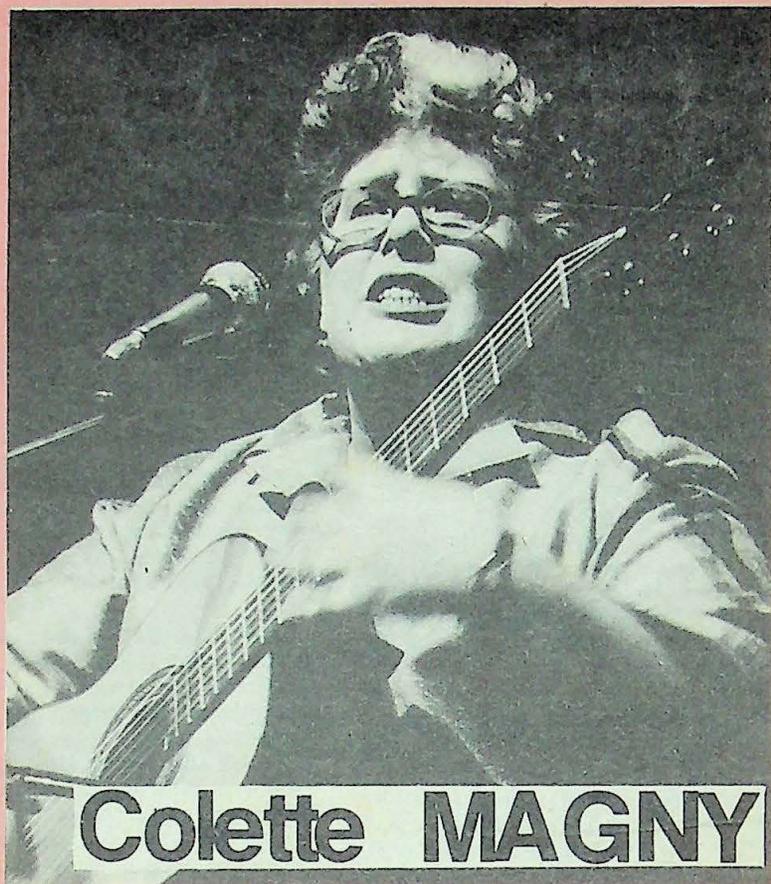
A l'appel du CISE (Comité international de soutien à l'Espagne) du CEL (Comité Espagne Libre), et du collectif de soutien à Eva Forest et à tous les prisonniers politiques.



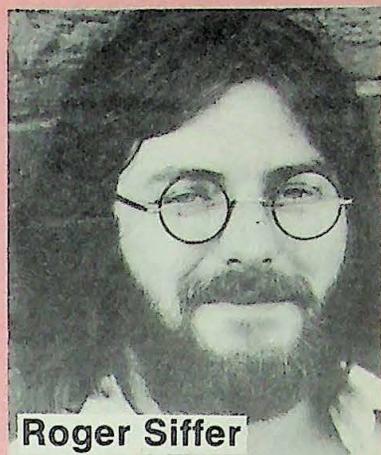
**Meudon interdit (merci CHIRAC !)**

# LA FETE MAINTENUE A...

## La Courneuve les 7 et 8 juin



**Colette MAGNY**



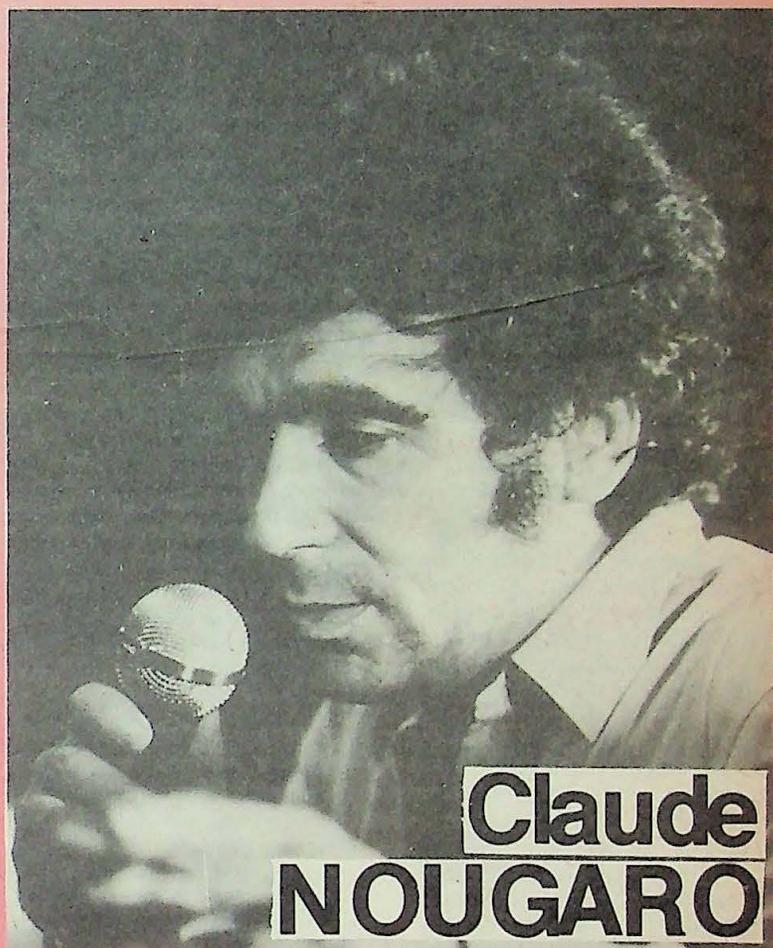
**Roger Siffer**



**Henri Tachan**

### ● Maxime LEFORESTIER et...

40 chanteurs (ses), 60 danseurs (ses), 100 musiciens (ennes), de la poésie, du folk, du pop, du rock, du théâtre, du cinéma, de l'animation, à boire et à manger, avec plus de 100 stands.



**Claude NOUGARO**

## aller à LA COURNEUVE

- |                              |                                       |
|------------------------------|---------------------------------------|
| RATP                         | ● 177 Porte de Clichy                 |
| ● 250 A Porte de la Villette | ● 143 Rosny-sous-Bois                 |
| ● 149 Porte de la Chapelle   | SNCF                                  |
| ● 250 B Porte de la Chapelle | ● Paris-Nord, toutes les demi-heures. |
| ● 302 Porte de la Chapelle   |                                       |

## les billets

- 15 F pour les deux jours, auprès des diffuseurs (cf. liste dans TS de la semaine dernière).
- 15 F par journée, à l'entrée de la fête.

NB : parmi les diffuseurs en province, ajouter la librairie « Le Neuf », 15 rue d'Alsace à ST-DIE (88) et la librairie « le temps des Cerises », rue Gustave Simon, à NANCY (54).

